

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

14 septembre 2020

PROJET DE LOI

portant assentiment à l'Accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspection d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano, conclu à Bruxelles le 25 août 2020 et retirant l'arrêté royal n° 18 du 4 mai 2020, l'arrêté royal n° 25 du 28 mai 2020 et l'arrêté royal n° 44 du 26 juin 2020 concernant une banque de données auprès de Sciensano dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19

**AVIS DE L'AUTORITÉ
DE PROTECTION DES DONNÉES
N° 64/2020 DU 20 JUILLET 2020**

Voir:

Doc 55 **1490/ (2019/2020)**:
001: Projet de loi.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

14 september 2020

WETSONTWERP

houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano, afgesloten te Brussel op 25 augustus 2020 en tot intrekking van het koninklijk besluit nr. 18 van 4 mei 2020, het koninklijk besluit nr. 25 van 28 mei 2020 en het koninklijk besluit nr. 44 van 26 juni 2020 inzake een databank bij Sciensano in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19

**ADVIES VAN
DE GEGEVENSBECHERMINGSAUTORITEIT
NR. 64/2020 VAN 20 JULI 2020**

Zie:

Doc 55 **1490/ (2019/2020)**:
001: Wetsontwerp.

03076

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)



Autorité de protection des données
Gegevensbeschermingsautoriteit

Avis n° 64/2020 du 20 juillet 2020

Objet: Demande d'avis concernant un projet d'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les autorités régionales compétentes ou par les agences compétentes, par les inspections sanitaires et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19 sur la base d'une base de données auprès de Sciensano (CO-A-2020-076)

L'Autorité de protection des données (ci-après « l'Autorité »);

Vu la loi du 3 décembre 2017 *portant création de l'Autorité de protection des données*, en particulier les articles 23 et 26 (ci-après « LCA »);

Vu le règlement (UE) 2016/679 *du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE* (ci-après « RGPD »);

Vu la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après « LTD »);

Vu la demande d'avis du Ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, chargé de la Simplification administrative, de la Lutte contre la fraude sociale, de la Protection de la vie privée et de la Mer du Nord, Monsieur Philippe De Backer, reçue le 3 juillet 2020;

Vu l'urgence de la demande d'avis ;

Vu le rapport de Madame Alexandra Jaspar, Directrice du Centre de Connaissances de l'Autorité de protection des données ;

Émet, le 20 juillet 2020, l'avis suivant :

I. OBJET ET CONTEXTE DE LA DEMANDE D'AVIS

1. Le Ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, chargé de la Simplification administrative, de la Lutte contre la fraude sociale, de la Protection de la vie privée et de la Mer du Nord, Monsieur Philippe De Backer (ci-après « le demandeur »), a sollicité, en urgence, l'avis de l'Autorité concernant un projet d'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les autorités régionales compétentes ou par les agences compétentes, par les inspections sanitaires et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19 sur la base d'une base de données auprès de Sciensano (ci-après « le projet » ou « l'accord de coopération »).
2. Ce projet entend apporter le **cadre juridique nécessaire au traçage manuel et numérique** des contacts des personnes infectées par le virus SRAS-CoV-2 en vue d'en limiter la propagation.
3. Les auteurs du projet soulignent que le **traçage manuel précoce** des personnes infectées ou sérieusement suspectées d'être infectées par le COVID-19 ainsi que des collectivités dont elles font partie et des personnes avec lesquelles elles ont été en contact s'avère nécessaire **afin de rompre la chaîne de transmission du virus**. En effet, ces personnes peuvent alors recevoir, au plus vite, les recommandations nécessaires (isolement à domicile, télétravail, etc.) pour éviter d'infecter d'autres personnes avec le virus SRAS-CoV-2¹. Les auteurs du projet estiment **qu'il est nécessaire de créer une base de données centrale**, auprès de Sciensano, pour assurer un suivi manuel uniforme dans toute la Belgique. Le commentaire général du projet ajoute que la création d'une base de données centrale est nécessaire « *compte tenu de la mobilité des citoyens entre les différentes entités fédérées* ».
4. Par ailleurs, comme l'explique le commentaire général du projet, celui-ci entend « *permettre la collecte de données afin de permettre aux institutions de recherche, y compris Sciensano, d'effectuer des études scientifiques ou statistiques liées à la propagation du coronavirus COVID-19 et/ou de soutenir la lutte contre le coronavirus* »².

¹ Cette tâche relève de la compétence des entités fédérées (médecine préventive).

² Cette tâche relève de la compétence matérielle de l'autorité fédérale (recherche scientifique).

5. Enfin, les auteurs du projet estiment qu'« *afin de pallier les limites en termes d'efficacité du suivi manuel des contacts, il est nécessaire de prévoir [...] un cadre permettant le suivi numérique des contacts par le biais d'une application de traçage numérique* ».

6. Le projet comprend **11 chapitres**. Son **chapitre Ier** est dédié aux **dispositions générales** (définition des concepts utilisés, des objectifs du projet, dérogation au secret professionnel, création des bases de données I, II, III, IV, définition des responsables du traitement des différentes bases de données, ...). Le **deuxième chapitre** de l'accord de coopération définit **les finalités des traitements** de données qu'il encadre. Son **troisième chapitre** définit les **catégories de personnes concernées** par les traitements de données encadrés par le projet. Son **quatrième chapitre** détermine les différentes **données à caractère personnel** qui seront collectées dans le cadre de cet accord de coopération. Le **cinquième chapitre** est consacré à la détermination des règles relatives **à l'accès et à la transmission des données à caractère personnel** alors que le **sixième chapitre** revient sur la **compétence du comité de sécurité de l'information**. Le **septième chapitre** est dédié aux **mesures de sécurité** qui doivent être mises en place. Le **huitième chapitre** encadre la mise en place des **applications numériques** de traçage. Le **neuvième chapitre** détermine les **délais de conservation** des différentes données collectées dans le cadre de la mise en œuvre du projet alors que le **chapitre X** est consacré aux mesures qui doivent être prises par les responsables du traitement en vue de garantir **la transparence et les droits des personnes concernées**. Enfin, le **onzième et dernier chapitre** comprend des **dispositions diverses** (mode de règlements des différends entre les parties à l'accord, système de surveillance de l'accord, entrée en vigueur et rétroactivité de l'accord de coopération).

7. Le projet entend remplacer l'arrêté royal n° 44 « *concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les autorités régionales compétentes ou par les agences compétentes, par les inspections sanitaires et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19 sur la base d'une base de données auprès de Sciensano* ». Cet arrêté royal prévoit que ses effets cesseront le jour où un accord de coopération entre l'Etat fédéral et les entités fédérées entrera en vigueur et, au plus tard, le 15 octobre 2020. **Cet arrêté royal n° 44 – dont le contenu est fort proche du présent projet – n'a pas été soumis pour avis à l'Autorité**. Celle-ci a néanmoins déjà eu l'occasion de se prononcer à plusieurs reprises sur des projets de textes normatifs prévoyant la mise en place d'un système de traçage manuel ou numérique. **L'Autorité a, en effet, rendu les 7 avis suivants à travers lesquels elle a pu donner des lignes directrices sur la manière de mettre en place un système de traçage manuel et numérique des citoyens qui soit respectueux du droit au respect de la vie privée :**

- **Avis n° 34/2020 du 28 avril 2020** concernant un avant-projet d'arrêté royal n° XXX portant exécution de l'article 5, § 1, 1°, de la loi du 27 mars 2020 habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (II), dans le cadre de l'utilisation d'applications numériques de dépistage de contacts par mesure de prévention contre la propagation du coronavirus COVID-19 parmi la population
 - **Avis n° 36/2020 du 29 avril 2020** concernant un avant-projet d'arrêté royal n° XXX portant création d'une banque de données auprès de Sciensano dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19³
 - **Avis n° 42/2020 du 25 mai 2020** concernant une proposition de loi de loi portant création d'une banque de données auprès de Sciensano dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19
 - **Avis n° 43/2020 du 26 mai 2020** concernant une proposition de loi relative à l'utilisation d'applications numériques de dépistage de contacts par mesure de prévention contre la propagation du coronavirus COVID-19 parmi la population
 - **Avis n° 44/2020 du 5 juin 2020** concernant des amendements formulés au sujet d'une proposition de loi portant création d'une banque de données auprès de Sciensano dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19
 - **Avis n° 46/2020 du 5 juin 2020** concernant un amendement formulé au sujet d'une proposition de loi portant création d'une banque de données auprès de Sciensano dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19
 - **Avis n° 50/2020 du 5 juin 2020** concernant un projet de décret de la Communauté germanophone relatif au suivi de la chaîne d'infection dans le cadre de la lutte contre la crise sanitaire provoquée par le coronavirus (COVID-19)
8. Le projet soumis à l'avis de l'Autorité a le même objet que les différents projets de normes sur lesquels elle s'est prononcée dans les avis dont les références sont reprises ci-dessus. **L'Autorité y renvoie pour les aspects qui ne seront pas couverts par le présent avis.**
9. Enfin, l'Autorité souligne que son avis a été sollicité et émis en urgence alors que le projet est particulièrement long (77 pages) et complexe. L'Autorité ajoute qu'après une première lecture du projet, il s'est avéré nécessaire de poser de très nombreuses questions au demandeur afin d'obtenir des clarifications nécessaires à la mise en état du dossier. La directrice et le secrétariat du Centre de connaissance ont reçu une réponse à ces questions le 10 juillet. À toute fins utiles, l'Autorité indique que son avis a été rendu uniquement sur base des informations dont elle disposait à la date du 10 juillet et sous réserve d'éventuelles considérations futures.

³ Cet avant-projet est devenu l'arrêté royal n° 18 portant création d'une banque de données auprès de Sciensano dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19. Cet arrêté a cessé ses effets le 30 juin 2020.

II. EXAMEN DE LA DEMANDE D'AVIS

A. CONCERNANT L'ENCADREMENT NORMATIF DU TRAÇAGE MANUEL ET DES BASES DE DONNEES CREES A CETTE FIN

10. Le projet entend encadrer la manière dont le traçage manuel des contacts peut être réalisé par les centres de contact. Il entend également fournir une base juridique à la création, à l'utilisation et au partage (de tout ou partie) des différentes bases de données qui sont créés à cette fin.

a) Principe de licéité, loyauté et transparence

11. La mise en place d'un traçage manuel des personnes concernées et la création de bases de données à cette fin impliquent assurément des traitements de données à caractère personnel, y compris de données sensibles (en l'occurrence de données concernant la santé). De tels traitements constituent des ingérences importantes dans le droit au respect de la vie privée. L'Autorité rappelle, à cet égard, que toute ingérence dans le droit au respect de la protection des données à caractère personnel, en particulier lorsque l'ingérence s'avère importante, n'est admissible que **si elle est nécessaire et proportionnée à l'objectif** (ou aux objectifs) qu'elle poursuit et qu'elle est **encadrée par une norme suffisamment claire et précise dont l'application est prévisible pour les personnes concernées**.
12. Ainsi, toute norme encadrant des traitements de données à caractère personnel, en particulier lorsque ceux-ci constituent une ingérence importante dans les droits et libertés des personnes concernées, doit répondre aux exigences de prévisibilité et de précision de sorte **qu'à sa lecture, les personnes concernées, puissent entrevoir clairement les traitements qui sont faits de leurs données et les circonstances dans lesquelles ces traitements de données sont autorisés**. En exécution de l'article 6.3 du RGPD, lu en combinaison avec les articles 22 de la Constitution et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales, **les éléments essentiels du traitement doivent y être décrits avec précision**. Il s'agit, en particulier, de la ou des **finalité(s)** précise(s) du traitement ; de **l'identité du (ou des) responsable(s) du traitement** ; des **catégories de données traitées**, étant entendu que celles-ci doivent s'avérer – conformément à l'article 5.1. du RGPD, « *adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées* » ; des **catégories de personnes concernées** (personnes à propos desquelles des données seront traitées) ; de la **durée de conservation** des données ; des **destinataires ou catégories de destinataires** auxquels leurs données sont communiquées et les **circonstances dans lesquelles et les raisons pour lesquelles elles seront communiquées** ainsi que toutes **mesures visant à assurer un traitement licite et loyal de ces données à caractère personnel**.

13. Il est donc essentiel, d'une part, que l'accord de coopération, qui servira de base normative aux traitements de données à caractère personnel effectués dans le cadre de la mise en œuvre d'un traçage manuel et numérique des personnes (présumées) infectées et de leurs contacts, **soit suffisamment clair, précis et prévisible pour les personnes concernées** et, d'autre part, que les traitements de données à caractère personnel qu'il met en place soient **proportionnés à l'objectif tout à fait légitime poursuivi par l'accord de coopération**, notamment parce qu'ils sont assortis de mesures appropriées et spécifiques pour la sauvegarde des droits et libertés des personnes concernées.

(i) Sur la nécessité du traçage des personnes (présumées) infectées et de leurs contacts et la création d'une base de données centrale à cette fin ainsi que sur la proportionnalité des traitements de données mis en place dans ce contexte

14. Premièrement, l'Autorité note qu'il ressort des avis des experts (épidémiologistes et virologues) que le suivi manuel et numérique des patients (présumés) infectés et de leurs contacts est nécessaire si l'on veut éviter un deuxième rebond épidémique. **L'Autorité prend note du fait que, dans ce contexte et selon les avis des experts en santé publique, l'ingérence créée par le traçage manuel et numérique dans le droit au respect de la vie privée peut effectivement s'avérer nécessaire. Il sera nécessaire de réévaluer ce choix à intervalles réguliers afin de vérifier que l'ingérence dans le droit au respect de la vie privée reste nécessaire au regard du contexte.**

15. Si l'Autorité admet – au vu de l'unanimité des avis d'experts en santé publique – la nécessité du traçage manuel et numérique des personnes (présumées) infectées, l'Autorité insiste sur le fait **que son encadrement législatif doit en assurer la prévisibilité et la proportionnalité**. Ces exigences de prévisibilité et de proportionnalité seront prises en compte tout au long de l'analyse des différentes composantes des traitements de données mis en place par le projet.

16. À ce stade, les justifications avancées dans le commentaire général accompagnant le présent projet semblent justifier la nécessité et la proportionnalité de **la création d'une base de données centrale** auprès de Sciensano (du moins dans son principe).

17. Par contre, et l'Autorité y reviendra plus tard dans son avis, il y a lieu de tenir compte de l'exigence **de nécessité et de proportionnalité de la collecte et de l'inscription de toutes les données reprises dans cette base de données centralisée** (« la Base de données I »).

18. Le projet **créé une base de données centrale qui poursuit plusieurs finalités distinctes** (à savoir, en particulier, une finalité de traçage et une finalité de recherche). Afin de veiller au respect du principe de proportionnalité (« minimisation des données »), **il est absolument nécessaire que les accès aux données soient limités en tenant compte de ces finalités**. Par ailleurs, pour la finalité

de recherche, les données collectées doivent être pseudonymisées dès leur inscription dans la base de données créée à cette fin (« la Base de données II »). Une telle approche est d'ailleurs beaucoup **plus conforme au principe de la protection des données dès la conception**⁴.

(ii) Sur la lisibilité et la structure du projet

19. Tout d'abord, l'Autorité constate que le projet est beaucoup plus détaillé que les autres projets normatifs sur lesquels elle s'est déjà prononcée. L'Autorité remarque, en effet, que le projet cherche à clarifier, avec un grand degré de précision, les finalités qu'il poursuit, les données qui seront collectées et utilisées, ainsi que les flux de données qui seront mis en place.
20. Certains éléments doivent toutefois encore être clarifiés afin de que l'accord de coopération encadre de manière suffisamment prévisible les traitements de données qu'il met en place. C'est, en particulier, le cas pour ce qui concerne **les « visites physiques »** qui pourront avoir lieu dans le contexte du suivi « manuel » des personnes (présumées) infectées et de leurs contacts.
21. Le projet entend, en effet, autoriser les « centres de contact » compétents à procéder à des « visites physiques » auprès des personnes de catégories II dont le test de dépistage du COVID-19 a révélé qu'elles étaient infectées, des personnes de catégories III [c.-à-d. les personnes présumées infectées] et des personnes de catégories IV [c.-à-d. les personnes ayant eu des contacts avec des personnes (présumées) infectées].
22. Actuellement, le projet n'apporte aucun encadrement spécifique de ces « visites physiques » qui constituent pourtant une ingérence importante dans le droit au respect de la vie privée des personnes concernées. **Il conviendrait, afin que le projet réponde à l'exigence de prévisibilité qui s'impose à toute norme qui permet une interférence avec le droit au respect de la vie privée, que le projet détermine les conditions et les circonstances dans lesquelles une visite physique peut avoir lieu.** Il faudrait, en particulier, que le projet détermine :
 - les lieux dans lesquels ces visites peuvent avoir lieu (au domicile, sur le lieu de travail, ...)
 - les heures auxquelles elles peuvent avoir lieu
 - les circonstances dans lesquelles elles peuvent avoir lieu, notamment, en indiquant si les centres de contacts doivent d'abord essayer de contacter les personnes concernées par des moyens moins intrusifs

⁴ Ce principe s'impose en vertu de l'article 25, alinéa 1^{er} du RGPD aux termes duquel aux termes duquel « *le responsable du traitement met en œuvre, tant au moment de la détermination des moyens du traitement qu'au moment du traitement lui-même, des mesures techniques et organisationnelles appropriées, telles que la pseudonymisation, qui sont destinées à mettre en œuvre les principes relatifs à la protection des données, par exemple la minimisation des données, de façon effective et à assortir le traitement des garanties nécessaires afin de répondre aux exigences du présent règlement et de protéger les droits de la personne concernée* ».

- le caractère contraignant de telles visites. En d'autres termes, les personnes sont-elles contraintes d'ouvrir la porte aux personnes qui se rendraient chez elles (et si oui, des sanctions sont-elles prévues ?) ou ont-elles le choix de refuser d'ouvrir la porte si elles ne souhaitent pas donner des informations aux centres de contact ?
 - le déroulement de ces visites et les données, y compris à caractère personnel, qui seront collectées à leur occasion (type de données, personnes concernées etc.)
23. Si la réponse à ces questions se trouvait dans d'autres législations, notamment régionales ou communautaires, il conviendrait de renvoyer explicitement et précisément aux dispositions qui encadrent ces « visites physiques ». S'il n'existe aucune disposition de droit positif qui encadre de telles « visites physiques », il convient de prévoir un tel encadrement afin de permettre aux personnes concernées de connaître les conditions et les circonstances dans lesquelles de telles visites peuvent avoir lieu.
24. L'Autorité estime que **ces visites physiques ne peuvent être effectuées qu'afin de fournir à la personne visitée la même information que celle fournie aux personnes contactées par téléphone et que ces visites ne peuvent donner lieu à un contrôle du respect de recommandations précédemment fournies.**

(iii) Sur les garanties particulières à prévoir en cas de traitement de données concernant la santé, et en particulier sur l'obligation de secret professionnel

25. Les traitements de données envisagés dans le projet portent, en partie, sur **des données concernant la santé** dont le traitement est, en principe, interdit (article 9.1 du RGPD). Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas lorsque – comme c'est le cas en l'espèce – « *le traitement est nécessaire pour des motifs d'intérêt public dans le domaine de la santé publique, tels que la protection contre les menaces transfrontalières graves pesant sur la santé, ou aux fins de garantir des normes élevées de qualité et de sécurité des soins de santé et des médicaments ou des dispositifs médicaux, sur la base du droit de l'Union ou du droit de l'État membre qui prévoit des mesures appropriées et spécifiques pour la sauvegarde des droits et libertés de la personne concernée, notamment le secret professionnel* » (article 9.2.i) du RGPD)⁵.
26. **À propos de cette exigence de secret**, l'Autorité souligne que l'article 9.3°) de la LTD impose au responsable du traitement de données concernant la santé de veiller à ce que les personnes ayant accès aux données à caractère personnel concernant la santé, qu'il doit désigner, soient « *tenuës, par une obligation légale ou statutaire, ou par une disposition contractuelle équivalente, au respect du caractère confidentiel des données visées* ». Sauf erreur de l'Autorité, le projet ne crée, par contre,

⁵ C'est l'Autorité qui souligne.

pas d'obligation spécifique de secret dans le chef des personnes (y compris celles travaillant dans les centres de contact) qui auront accès aux données relatives à la santé. Comme l'Autorité l'a déjà indiqué dans son avis n° 36/2020⁶, l'Autorité estime qu'afin de préserver la confidentialité de l'identité et de l'état de santé des personnes identifiables dont les données à caractère personnel seront reprises dans les différentes bases de données créées par le projet, **il est indiqué de prévoir dans le projet d'accord de coopération une disposition spécifique soumettant les personnes ayant accès à ces données au secret professionnel.**

b) Finalités

27. Conformément aux articles 5.1.b) et 6.3 du RGPD, la ou les finalités des traitements de données doivent être « *déterminées, explicites et légitimes* ».

28. L'article 3 du projet définit les différentes finalités de traitement. En résumé, le projet prévoit **trois grandes catégories de finalités** à la création des bases de données et des traitements de données réalisés à partir de celles-ci :

- La **première finalité** consiste à permettre **la mise en place d'un traçage manuel des personnes (présumées) infectées et de leurs contacts**. À cette fin, les centres de contact reçoivent, à partir de la Base de données I, les informations nécessaires pour contacter (1) les personnes (présumées) infectées afin de leur fournir des recommandations éventuelles, mais surtout afin d'obtenir les informations nécessaires leur permettant de prendre contact avec (i) les médecins de références (ou responsables administratifs) des collectivités dont ces personnes feraient éventuellement partie [personnes de catégories VI], (i) leurs médecins traitants [personnes de catégories V] et (iii) les personnes avec lesquelles elles ont été en contact pendant une période de 14 jours avant et après les premiers signes d'infection par le coronavirus [personnes de catégories IV]. Les centres de contacts prennent ensuite contact avec ces différentes catégories de personnes en vue de les informer qu'elles ont été en contact avec une personne (présumée) contaminée et leur recommander les mesures à adopter afin d'éviter la propagation du coronavirus. Il ressort du texte du projet que les recommandations qui sont formulées par les centres de contact ne présentent pas de caractère obligatoire pour les personnes concernées (ci-après « **finalité recherche de contacts** »).
- La **deuxième finalité** consiste à permettre **aux équipes mobiles et aux inspections d'hygiène compétentes des communautés de prendre des initiatives visant à prévenir l'extension des effets néfastes causés par les maladies infectieuses conformément aux missions réglementaires** qui leur sont dévolues par le décret du Parlement flamand du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive, le décret du Parlement de la Communauté

⁶ APD, Avis n° 36/2020 du 29 avril 2020, § 47.

germanophone du 1^{er} juin 2004 relatif à la promotion de la santé et à la prévention médicale et ses arrêtés d'exécution, l'ordonnance du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé, le décret du Parlement wallon du 2 mai 2019 modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne la prévention et la promotion de la santé, l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 23 avril 2009 relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles, l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 juin 2009 relatif aux initiatives visant à prévenir l'extension des effets néfastes causés par des facteurs biotiques (ci-après « **finalité prévention de l'extension des effets néfastes causés par les maladies infectieuses** »).

- La **troisième finalité** consiste à permettre la **réalisation d'études scientifiques ou statistiques** sur la lutte contre la propagation du coronavirus et/ou afin de soutenir la politique de santé publique dans le domaine de la lutte contre le coronavirus (ci-après « **finalité recherche** »).

29. Tout d'abord, l'Autorité constate que ces finalités **sont toutes légitimes, à une exception près**. La légitimité de la finalité qui consiste à contacter les médecins traitants des personnes (présumées) infectées afin de les informer de la contamination (présumée) des personnes de catégories II [personnes qui ont réalisé un test de dépistage du COVID-19] et III [personnes présumées infectées] sans que leur consentement aient été obtenu⁷, n'apparaît pas de manière évidente à l'Autorité. En effet, l'Autorité se demande s'il est bien légitime que les médecins traitants de ces personnes soient informés de leur condition médicale, y compris si celles-ci ne souhaitent pas partager cette information avec leur médecin traitant. Si l'objectif est de prévenir ces médecins afin de les protéger contre le risque de contamination lors d'une prochaine visite, ceci devrait être précisé.

30. Ensuite, en ce qui concerne **la rédaction actuelle des finalités** :

- Premièrement, comme l'Autorité l'a déjà souligné *supra*, il convient de **clarifier les conditions et les circonstances dans lesquelles « une visite physique » peut avoir lieu** dans le cadre du suivi manuel des personnes (présumées) infectées et de leurs contacts.
- Deuxièmement, l'Autorité rappelle que les finalités doivent être définies d'une manière telle que toute personne doit savoir précisément pourquoi le traitement de données à caractère personnel peut avoir lieu. **Les finalités doivent donc être énoncées de manière strictement limitative**. Or l'article 3, § 1^{er}, 2.A du projet prévoit que « *La mise à disposition par la Base de données I au centre de contact compétent des catégories de données à caractère personnel définies à l'article 7, § 3, 1^o, au travers d'un échange avec la Base de données III, en vue de*

⁷ Voyez l'article 3§2, 2^o B. du projet.

contacter les Personnes de catégorie IV, par tout moyen de communication possible, en ce compris par téléphone, courrier électronique ou au moyen d'une visite physique, pour leur fournir, entre autres, des directives en matière d'hygiène et de prévention, leur proposer une quarantaine ou les inviter à se soumettre au test de dépistage du coronavirus COVID-19, en bénéficiant d'un suivi à ce niveau »⁸. Le projet devrait déterminer, **de manière exhaustive**, les raisons pour lesquelles les centres de contact peuvent traiter les données à caractère personnel reprises dans la base de données III (qui sont, elles-mêmes, issues de la base de données I). **Il convient donc de supprimer les termes « entre autres » dans l'article 3 § 1^{er}, 2.A du projet** et de prévoir, dans le projet, toutes les raisons pour lesquelles les centres de contact pourront utiliser les données à caractère personnel visées dans la disposition en projet et contacter les personnes concernées. **Il en est de même pour les mots « entre autres » repris dans l'article 3 § 2, 2.A du projet.**

- Troisièmement, l'article 3 du projet mentionne que les personnes de catégorie IV [personnes ayant été en contact avec des personnes (présumées) infectées] contactées par les centres de contact bénéficieront d'un « suivi » (voir article 3 § 1, 2.A et article 3 § 2, 2.A). **Il conviendrait de préciser ce qu'il faut entendre par « suivi »** (Quelles sont la nature et l'objet de ce suivi ? S'agit-il d'un contrôle à posteriori du respect des « recommandations » fournies ? Est-il obligatoire ? Ce suivi implique-t-il des mesures contraignantes ?). La clarification de ce point semble d'autant plus importante que le demandeur a précisé à l'Autorité, suite à une demande d'informations complémentaires, qu'aucune mesure contraignante vis-à-vis des personnes concernées ne pourra être prise sur pied des règles édictées dans l'accord de coopération (étant toutefois entendu que de telles mesures pourraient être imposées par d'autres dispositions normatives).

31. L'Autorité invite les auteurs du projet à adapter le projet, voire à en clarifier certains aspects, afin que les finalités puissent être considérées comme étant suffisamment « déterminées, explicites et légitimes ».

c) (Co)Responsables du traitement

32. L'article 1, § 4 et 5, du projet détermine les responsables du traitement des bases de données I, II, III et IV. Sciensano est désigné responsable du traitement pour les bases de données I et II alors que ce sont les « *autorités régionales compétentes, chacune pour sa compétence* » qui sont désignées comme responsables du traitement pour les bases de données III et IV. L'Autorité en prend note.

⁸ C'est l'Autorité qui souligne.

33. L'Autorité constate que l'article 1 § 5 du projet indique que les autorités régionales compétentes « prennent les mesures appropriées pour que les personnes visées à l'article 4 [c.-à-d. toutes les personnes concernées par la collecte de données] reçoivent les informations visées aux articles 13 et 14 du Règlement Général sur la Protection des Données et les communications visées aux articles 15 à 22 et à l'article 34 du Règlement Général sur la Protection des Données en ce qui concerne les finalités de traitement visées à l'articles 3, § 2, sous une forme concise, transparente, compréhensible et facilement accessible, dans un langage simple et clair ». L'Autorité constate que cette disposition, qui constitue une reproduction de l'article 12 § 1^{er} du RGPD⁹, **n'apporte aucune plus-value juridique**. En outre, telle que formulée, **elle viole l'interdiction de retranscription du RGPD¹⁰ et doit dès lors être supprimée.**

d) Sources et catégories de données collectées : Principe de minimisation et d'exactitude des données

34. Les articles 6 à 9 du projet déterminent les catégories de données qui doivent être collectées et enregistrées dans les différentes bases de données. L'article 6 définit les données qui doivent être reprises dans la Base de données I, laquelle constitue la « source » des données qui seront transmises pour leur enregistrement dans les Bases de données II [base de données utilisée pour la recherche] et III [bases de données des demandes d'appel et des demandes pour le personnel des centres de contact].
35. L'article 6 du projet prévoit une collecte et un enregistrement de nombreuses données à caractère personnel, y compris de données sensibles relatives à la santé, concernant (i) les personnes pour lesquelles un médecin a prescrit un test de dépistage du COVID-19 [personnes de catégorie I], (ii) les personnes qui ont été testées pour le coronavirus [personnes de catégorie II], (iii) les personnes pour lesquelles le test a prouvé qu'elles étaient infectées par le coronavirus [personne de catégorie II dont le test a révélé qu'elles sont infectées], (iv) les personnes fortement suspectées d'être infectées par le coronavirus [personnes de catégorie III], (v) les personnes ayant été en contact avec les personnes (présümées) infectées par le coronavirus [personnes de catégorie IV], (vi) les personnes appartenant à un cluster (c.-à-d. une concentration de personnes infectées ou potentiellement infectées par le

⁹ Pour rappel, l'article 12 du RGPD dispose que « Le responsable du traitement prend des mesures appropriées pour fournir toute information visée aux articles 13 et 14 ainsi que pour procéder à toute communication au titre des articles 15 à 22 et de l'article 34 en ce qui concerne le traitement à la personne concernée d'une façon concise, transparente, compréhensible et aisément accessible, en des termes clairs et simples, en particulier pour toute information destinée spécifiquement à un enfant. Les informations sont fournies par écrit ou par d'autres moyens y compris, lorsque c'est approprié, par voie électronique. Lorsque la personne concernée en fait la demande, les informations peuvent être fournies oralement, à condition que l'identité de la personne concernée soit démontrée par d'autres moyens » (c'est l'Autorité qui souligne).

¹⁰ Pour rappel, et comme la Cour de justice de l'Union européenne l'a établi dans une jurisprudence constante, l'applicabilité directe des règlements européens emporte l'interdiction de leur retranscription dans le droit interne parce qu'un tel procédé peut "(créer) une équivoque en ce qui concerne tant la nature juridique des dispositions applicables que le moment de leur entrée en vigueur" (CJUE, 7 février 1973, Commission c. Italie (C-39/72), Recueil de jurisprudence, 1973, p. 101, § 17). Voyez, également et notamment, CJUE, 10 octobre 1973, Fratelli Variola S.p.A. c. Administration des finances italienne (C-34/73), Recueil de jurisprudence, 1973, p. 981, § 11 ; CJUE, 31 janvier 1978, Ratelli Zerbone Snc c. Amministrazione delle finanze dello Stato, Recueil de jurisprudence (C-94/77), 1978, p. 99, §§ 24-26.

coronavirus dans des collectivités). Ces données sont enregistrées dans la Base de données I sans être pseudonymisées (ou anonymisées).

36. L'article 7 du projet détermine les données qui doivent être reprises dans la Base de données III. Ces données sont moins nombreuses que celles enregistrées dans la Base de données I et elles ne concernent que (i) les personnes pour lesquelles le test a prouvé qu'elles étaient infectées par le coronavirus [personne de catégorie II dont le test a révélé qu'elles sont infectées], (ii) les personnes fortement suspectées d'être infectées par le coronavirus [personnes de catégorie III] et (iii) les personnes ayant été en contact avec les personnes (présumées) infectées par le coronavirus [personnes de catégorie IV].
37. L'article 8 du projet détermine les données qui doivent être reprises dans la Base de données IV, c.-à-d. la base de données contenant les données des collectivités. Cette base de données ne comprend que peu de données à caractère personnel. Les seules données à caractère personnel reprises dans cette base de données sont, en effet, les coordonnées du médecin de référence et/ou de la personne responsable de la collectivité, en ce compris le nom, prénom et le numéro de téléphone.
38. L'article 9 détermine les données qui sont reprises dans la Base de données II qui est utilisée pour la recherche. Cette disposition prévoit que toutes les données transmises, à partir de la Base de données I, à la Base de données II sont pseudonymisées. Les données enregistrées dans cette base de données II sont nombreuses et concernent les personnes de catégorie I, II, III et IV.
39. L'Autorité a plusieurs remarques à formuler, dont certaines sont fondamentales, à propos des données collectées et enregistrées dans ces différentes bases de données :
- (i) Le projet devrait distinguer les données collectées et les bases de données dans lesquelles elles sont enregistrées en fonction des finalités poursuivies par cette collecte de données
 - (ii) L'Autorité s'interroge sur la nécessité et la proportionnalité de la collecte des données concernant les personnes présumées infectées (personnes de catégorie III)
 - (iii) L'Autorité s'interroge sur la nécessité et la proportionnalité de la collecte de nombreuses données concernant les « contacts » des personnes (présumées) infectées (personne de catégorie IV)
 - (iv) L'Autorité s'interroge sur le choix d'une pseudonymisation (et non d'une anonymisation) des données traitées à des fins de recherche
 - (v) L'Autorité souligne la nécessité de clarifier certains concepts afin que le projet soit suffisamment prévisible quant aux données qui sont collectées
 - (vi) Enfin, l'Autorité émet une remarque finale à propos des dispositions du projet consacrées à la détermination des données collectées.

(i) **Sur la nécessité de distinguer les données collectées – et les bases de données dans lesquelles elles sont enregistrées – en fonction de la finalité poursuivie par leur collecte**

40. Comme l'Autorité a déjà pu l'annoncer plus haut dans son avis, elle estime qu'il est absolument nécessaire, afin de respecter le principe de minimisation des données ainsi que celui de la protection des données dès la conception, que **le projet distingue les données collectées et enregistrées dans les différentes bases de données en fonction de la finalité pour laquelle elles sont collectées et enregistrées**. Actuellement, le projet prévoit la collecte de nombreuses données, y compris de données sensibles (concernant la santé), concernant de nombreuses personnes dans une base de données (la Base de données I)¹¹ qui sert de « source » pour les autres bases de données créées par le projet et qui poursuivent, chacune, une finalité distincte.
41. Il convient de veiller à **ce que les données collectées et reprises dans les bases de données créés soient strictement adéquates, pertinentes et nécessaires au regard de la finalité poursuivie par la création de chaque base de données**¹². Si certaines données ne sont nécessaires qu'à des fins de recherche – comme cela semble bien être le cas, au vu du projet et des explications fournies par le demandeur¹³ – **le projet devra prévoir que ces données devront être**

¹¹ L'article 6 § 2 et l'article 6 § 3 du projet listent les données à caractère personnel concernant les personnes de catégorie I (personne à qui un test a été prescrit) et de catégorie II (personne qui ont réalisé un test) qui doivent être collectées et inscrites dans la base de données I (base de données centrale gérée par Sciensano). Les données qui doivent être collectées sont nombreuses et certaines d'entre elles sont « sensibles » (données concernant la santé). Il est, en effet, question d'inscrire dans la base de données I – pour les personnes de catégorie I – le numéro NISS, les noms et prénoms, le sexe, la date de naissance et, le cas échéant la date de décès, l'adresse, les coordonnées, la date d'apparition des symptômes, le numéro INAMI du prescripteur du test, les données relatives au test prescrit, l'indication de l'exercice ou pas de la profession de prestataires de soins, le service hospitalier, le numéro d'identification et les coordonnées de l'hôpital, si la personne concernée est hospitalisée, éventuellement, le résultat du CT-scan, si la personne concernée est hospitalisée, la collectivité éventuelle dont la personne concernée fait partie ou avec laquelle elle est entrée en contact. Pour les personnes de catégorie II, le projet prévoit l'inscription des données suivantes : outre les données prévues pour les personnes de catégorie I, la date, le résultat, le numéro d'échantillon et le type de test de dépistage du coronavirus COVID-19, le numéro INAMI du laboratoire qui a effectué le test, si le résultat du test n'a pas permis d'établir une contamination, l'éventuelle décision d'annulation prise par un médecin, si le résultat du test n'a pas permis d'établir une contamination, le numéro INAMI du médecin qui a pris la décision d'annulation. L'article 6 § 4 du projet liste les données à caractère personnel qui doivent être collectées et inscrites dans la base de données I pour les personnes de catégorie III (personnes présumées infectées). Il s'agit des données suivantes : le numéro NISS, les noms et prénoms, le sexe, la date de naissance et, le cas échéant la date de décès, l'adresse, les coordonnées de la personne concernée, en ce compris l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de la personne concernée, ainsi que de la personne à contacter en cas d'urgence et l'indication du lien qu'ont ces personnes avec la personne concernée (parents, tuteur, médecin généraliste, ...), le diagnostic présumé de contamination par le coronavirus COVID-19, le numéro INAMI du médecin qui émet la forte suspicion, l'indication de l'exercice ou pas de la profession de prestataire de soins, la collectivité éventuelle dont la personne concernée fait partie ou avec laquelle elle est entrée en contact, la date d'apparition des symptômes, les données nécessaires permettant au centre de contact de prendre tout contact utile avec la personne concernée, en ce compris le code postal et la langue. L'article 6 § 5 du projet liste les données qui doivent être reprises dans la base de données I des personnes de catégories IV [personnes avec lesquelles les personnes (présumées) infectées ont été en contact pendant une période de 14 jours précédant et suivant les premiers signes d'infection par le coronavirus], des personnes de catégories II dans la mesure où un test a révélé qu'elles avaient été infectées par le COVID-19 et des personnes de catégorie III [personnes présumées infectées].

¹² A ce propos, l'Autorité se demande, **par exemple**, en quoi la collecte et l'enregistrement du « numéro INAMI du prescripteur du test de dépistage du coronavirus COVID-19 » ou du « numéro INAMI du médecin qui émet la forte suspicion » est adéquate, pertinente et limitée à ce qui est nécessaire au regard de la finalité (laquelle ?) pour lesquelles cette donnée est traitée.

¹³ Voyez, par exemple, le cas de la collecte et de l'enregistrement des données, dans la base de données I, concernant des personnes à qui un test a été prescrit dont le médecin ne soupçonne pas qu'elles sont infectées par le virus COVID-19 et des personnes dont le test a révélé qu'elles n'étaient pas infectées par le COVID-19 (voyez article 6 § 1^{er}, alinéa 2 du projet). L'Autorité n'aperçoit ni la nécessité ni la proportionnalité de la collecte de telles données non-pseudonymisées pour la finalité « recherche de contact » ou « prévention de l'extension des effets néfastes causés par les maladies infectieuses ». Au regard des informations complémentaires fournies par le demandeur, il ressort que les données concernant les personnes de catégorie

pseudonymisées avant leur enregistrement dans la base de données adéquate, et ce en lieu et place de ce que le projet prévoit actuellement, à savoir la création d'une base de données qui rassemble de très nombreuses données, y compris de données sensibles, sans que celles-ci aient été pseudonymisées et à partir de laquelle d'autres bases de données sont « alimentées ».

(ii) Sur l'adéquation, la pertinence et la proportionnalité de la collecte les données concernant les personnes présumées infectées

42. Le projet prévoit la collecte et l'enregistrement, dans la Base de données I, de données à caractère personnel concernant des personnes présumées infectées (personnes de catégorie III). Si, dans un premier temps, au vu de la pénurie de tests permettant de confirmer une infection au coronavirus, il a pu sembler justifier de se contenter d'une forte présomption pour établir l'existence d'une infection au COVID-19, l'Autorité se demande si tel est toujours le cas aujourd'hui alors que les capacités de *testing* ont été très largement augmentées depuis le début de l'épidémie¹⁴ et qu'il apparaît qu'aujourd'hui toutes les personnes pour lesquelles on suspecte une infection au COVID-19 devraient pouvoir être testées. L'Autorité se demande dès lors pourquoi le projet prévoit une collecte et un enregistrement de nombreuses données concernant les personnes présumées infectées dans la base de données I (et III).
43. Par ailleurs, comme l'Autorité a déjà eu l'occasion de le souligner dans ses avis n° 36/2020¹⁵ et n°42/2020¹⁶, la donnée « *diagnostic présumé de contamination par le coronavirus COVID-19* » peut difficilement être considérée comme une donnée exacte au sens de l'article 5.1.d) du RGPD.

I et II (y compris celles dont le test révélera qu'elles ne sont pas contaminées par le COVID-19) est nécessaire, ou à tout le moins utile, pour la « finalité recherche scientifique ». Dans ces conditions, le projet doit dès lors prévoir que ces données seront – dès l'origine – pseudonymisées. En effet, n'apparaît pas justifier de collecter les données visées par ces dispositions sans qu'il soit prévu leur pseudonymisation dès leur inscription dans la base de données alors qu'il semble que la finalité poursuivie (la recherche scientifique) peut être atteinte de cette manière.

¹⁴ La presse indique que la capacité de testing de la Belgique par millions d'habitants la place dans le top 10 mondial.

¹⁵ APD, Avis n° 36/2020, § 25.

¹⁶ APD, avis n° 42/2020, p. 11.

(iii) **Sur la nécessité et la proportionnalité de la collecte de nombreuses données concernant les « contacts » des personnes (présumées) infectées (personne de catégorie IV)**

44. L'article 6 § 5 du projet liste les nombreuses données concernant les personnes de catégories IV qui doivent être reprises dans la base de données I. Il s'agit, notamment, du numéro de registre national ; des noms et prénoms ; du sexe ; de la date de naissance et, le cas échéant, de la date de décès ; de l'adresse ; des coordonnées, en ce compris le numéro de téléphone et l'adresse électronique ; des données nécessaires permettant au centre de contact et aux équipes mobiles de prendre tous autres contacts utiles avec la personne concernée et la liste des personnes avec lesquelles elle a eu des contacts récents, en ce compris le code postal et la langue ; la liste des collectivités dont elle fait partie ou avec lesquelles elle est entrée en contact ; des critères pertinents permettant d'évaluer si le risque d'infection est élevé ou faible et de donner des conseils, en ce compris les symptômes éventuels, du moment où les symptômes sont apparus ; du type du test prescrit, de la visite chez le médecin, de l'enregistrement du refus de voir un médecin ; des déplacements effectués par la personne concernée ; du suivi des mesures d'isolement, de prévention et d'hygiène, ...
45. Premièrement, l'Autorité constate que le projet ne permet pas de déterminer **la finalité poursuivie par la collecte et l'enregistrement de certaines de ces données concernant les contacts** des personnes (présumées) infectées. En effet, il ressort de l'article 3 du projet que ces personnes sont « uniquement » contactées pour les informer qu'elles ont été en contact avec une personne (présumée) infectée au COVID-19 et leur adresser des recommandations afin de rompre la chaîne de transmission du virus. Or, certaines des données collectées, à l'instar de la date de naissance, ne sont pas adéquates, pertinentes et nécessaires pour contacter les personnes ayant été en contact avec des personnes (présumées) infectées. **L'Autorité ne conteste pas que la collecte et l'enregistrement de telles données puissent poursuivre une autre finalité légitime, mais il conviendrait alors de l'explicitier de manière expresse dans le texte du projet.** L'Autorité n'aperçoit par ailleurs pas ce qui est visé par « *des données nécessaires permettant au centre de contact et aux équipes mobiles de prendre tous autres contacts utiles avec la personne concernée* ».
46. Deuxièmement, l'Autorité constate que le projet prévoit, entre autres, la collecte et l'enregistrement dans les Bases de données I et III de « [...] *la liste des personnes avec lesquelles [une personne ayant été en contact avec une personne (présumée) infectée] a eu des contacts récents, en ce compris le code postal et la langue [...]* ». L'Autorité en déduit que **le système de « tracing » implique un traçage « des contacts des contacts »**, à savoir des contacts des personnes qui sont entrées en contact avec une personne (présumée) infectée sans qu'il soit établi (ou même fortement suspecté) que ces personnes qui sont entrées en contact avec une personne (présumée) infectée soient, elles-mêmes, infectées par le COVID-19. Cette finalité du traçage des contacts des contacts n'est pourtant

pas du tout explicite à la lecture du projet. En effet, son article 3, qui reprend les différentes finalités poursuivies, ne mentionne pas cette finalité de « contacter les contacts des contacts ». **Si les auteurs du projet souhaitent effectivement poursuivre une telle finalité, ils devraient, non seulement, le prévoir de manière explicite, mais également justifier la nécessité et la proportionnalité de la très large collecte de données qu'elle implique.**

47. Enfin, une remarque plus ponctuelle : l'Autorité invite l'auteur à clarifier pourquoi le projet prévoit l'enregistrement, dans les bases de données I et III, du « *refus de voir un médecin* » et en quoi, cette donnée est-elle adéquate, pertinente et limitée à ce qui est nécessaire au regard de la finalité (laquelle ?) poursuivie.

(iv) Sur le choix d'une pseudonymisation et non d'une anonymisation des données traitées à des fins de recherche

48. Le projet prévoit que les données enregistrées dans la Base de données II (qui est utilisée à des fins de recherche) doivent être pseudonymisées.

49. Tout d'abord, **l'Autorité comprend que les auteurs du projet ont jugé qu'il n'était pas possible d'atteindre la finalité poursuivie en anonymisant les données plutôt qu'en les pseudonymisant** (voir l'article 89.1 du RGPD qui dispose que « *Chaque fois que ces finalités [les finalités de recherche] peuvent être atteintes par un traitement ultérieur ne permettant pas ou plus l'identification des personnes concernées, il convient de procéder de cette manière* »).

50. Ensuite, l'Autorité constate que les données suivantes seront enregistrées dans la Base de données II :

- le « *numéro INAMI du prescripteur du test de dépistage du coronavirus COVID-19* » (article 9 § 1^{er}, 5°) ;
- « *en cas d'annulation d'un résultat de test négatif, le numéro INAMI du médecin qui a pris la décision d'annulation* » (article 9 § 1^{er}, 9°) ;

51. Elle comprend donc que ces données seront également pseudonymisées.

52. Par ailleurs, l'Autorité constate que le projet prévoit également l'enregistrement, dans la Base de données II, des « *données strictement nécessaires relatives à la prise de contact, en ce compris la date du ticket et le résultat général de la prise de contact sous la forme d'un code* » (article 9 § 2, 8°). A la suite d'une demande d'informations complémentaires, le demandeur a indiqué que cette dernière donnée était nécessaire « *Om achteraf de effectiviteit en efficiëntie van de manuele contactopsporing*

te kunnen evalueren ». L'Autorité souligne toutefois que, telle que formulée, cette donnée ne vise pas le fait qu'un contact a été pris et si celui-ci a été efficace, mais vise les données qui permettent la prise de contact (à savoir les coordonnées des personnes ayant été en contact avec une personne (présumée) infectée). De telles données sont, par essence, non pseudonymisées/anonymisées.

53. L'Autorité insiste pour que des mesures de sécurité optimales soient mises en place et détaillées dans le cadre de l'analyse d'impact à réaliser et rappelle les sanctions prévues en cas d'infraction au RGPD, y compris en cas de ré-identification.

(v) Sur le besoin de clarifier certains concepts utilisés pour désigner les données collectées

54. **Certains concepts utilisés pour désigner les données qui doivent être collectées manquent de clarté**, nuisant ainsi à la lisibilité et à la prévisibilité du texte telle qu'exigée par le RGPD pour toute norme encadrant des traitements de données à caractère personnel.
55. Premièrement, l'article 8 § 1^{er} du projet prévoit que la base de données IV [qui contient les données des collectivités] comprend « le *numéro d'identification provenant d'une source authentique et le numéro d'identification interne* ». Quel est le « *numéro d'identification provenant d'une source authentique* » dont il est question ici ? De quelle source authentique est-il question ? À nouveau, il conviendrait de clarifier le projet afin qu'il soit plus précis sur ce point.
56. Deuxièmement, le projet prévoit la collecte et l'enregistrement des coordonnées de la « *personne à contacter en cas d'urgence* » (voyez l'article 6 § 4, 6° du projet et l'article 7 § 2, 5° du projet). À la suite d'une demande d'information complémentaire, le demandeur a indiqué que cette information était communiquée « *Indien de persoon zelf niet kan worden bereikt, is het nuttig de contacten te kunnen opsporen via deze persoon* ». Tout d'abord, cet objectif ne semble pas être correctement reflété dans la notion de « *personne à contacter en cas d'urgence* ». Traditionnellement, cette notion renvoie plutôt à la personne à contacter en cas d'accident – ce qui n'est pourtant pas l'objectif poursuivi par la collecte de cette information. Ensuite, l'Autorité s'interroge quant au fait que cette « *personne à contacter en cas d'urgence* » puisse – à la place de la personne concernée – identifier les personnes avec lesquelles la personne concernée a été en contact dans les 14 jours précédant et suivant l'apparition des symptômes (d'autant plus que le texte identifie, comme exemple, le médecin traitant). La collecte de cette information n'apparaît pas dès lors pas nécessaire au regard des finalités poursuivies. La même remarque vaut pour l'enregistrement de cette donnée (« *coordonnées des personnes à contacter en cas d'urgence* ») dans la base de données III (article 7 § 2, 5° du projet).

(vi) Une remarque finale

57. Pour terminer, l'Autorité constate que l'article 5 du projet¹⁷ - qui rappelle « uniquement » que le traitement des données dans le cadre du projet doit être conforme au RGPD – n'apporte **aucune plus-value juridique**. En effet, le respect du RGPD ne s'impose pas aux responsables du traitement en raison de l'article 5 du projet, mais en raison du RGPD lui-même puisque les traitements de données encadrés par le projet entrent dans son champ d'application. **L'article 5 du projet viole ainsi l'interdiction de retranscription du RGPD¹⁸ et doit dès lors être supprimée.**

e) Communication de données et rôle du Comité de sécurité de l'information

58. L'article 10 § 3 du projet prévoit que « [...] *Les données à caractère personnel telles que communiquées et conservées dans la Base de données II, ne peuvent être transmises à des tiers aux fins stipulées à l'article 3, §1, 4° qu'après la délibération, visée à l'article 11, de la Chambre "Sécurité sociale et Santé" du Comité de sécurité de l'information* ». ¹⁹ L'Autorité rappelle qu'aux termes des principes de transparence et de légalité, **la norme encadrant une communication de données – en tout cas lorsque celle-ci est constituée une ingérence importante dans les droits et libertés des personnes concernées – doit déterminer les destinataires ou, en tout cas, les catégories de destinataires auxquelles ces données peuvent être communiquées.** Les auteurs du projet devraient dès lors identifier, à tout le moins, les catégories de tiers auxquels ces données peuvent être communiquées.
59. L'article 11 § 1^{er} du projet prévoit que « Dans la mesure où cela n'est pas repris dans le présent accord de coopération, tant la communication de données à caractère personnel à Sciensano pour traitement dans la Base de données I que la communication ultérieure de ces données à caractère personnel par Sciensano à des tiers ont toujours lieu après délibération de la Chambre "Sécurité sociale et Santé" du Comité de sécurité de l'information visé dans la loi du 5 septembre 2018 instituant le Comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement Général sur la Protection des Données »²⁰.

¹⁷ Cette disposition prévoit que « *Les données à caractère personnel collectées et traitées dans le cadre du présent accord de coopération sont traitées conformément aux réglementations relatives à la protection des traitements de données à caractère personnel, en particulier le Règlement Général sur la Protection des Données et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel* ».

¹⁸ Pour rappel, et comme la Cour de justice de l'Union européenne l'a établi dans une jurisprudence constante, l'applicabilité directe des règlements européens emporte l'interdiction de leur retranscription dans le droit interne parce qu'un tel procédé peut "(créer) une équivoque en ce qui concerne tant la nature juridique des dispositions applicables que le moment de leur entrée en vigueur" (CJUE, 7 février 1973, Commission c. Italie (C-39/72), Recueil de jurisprudence, 1973, p. 101, § 17). Voyez, également et notamment, CJUE, 10 octobre 1973, Fratelli Variola S.p.A. c. Administration des finances italienne (C-34/73), Recueil de jurisprudence, 1973, p. 981, § 11 ; CJUE, 31 janvier 1978, Ratelli Zerbone Snc c. Amministrazione delle finanze dello Stato, Recueil de jurisprudence (C-94/77), 1978, p. 99, §§ 24-26.

¹⁹ L'Autorité souligne

²⁰ L'Autorité souligne.

60. L'Autorité rappelle, comme elle l'a déjà fait dans ses avis n° 36/2020 et 42/2020, que **ni l'article 8 de la CEDH, ni l'article 22 de la Constitution, ni le RGPD, en particulier l'article 6.3, ne permettent un tel "chèque en blanc"**. Comme l'Autorité l'a déjà souligné plus haut, tout traitement (y compris donc toute communication) de données à caractère personnel susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées, comme c'est le cas, en l'espèce, doit être encadré spécifiquement par un texte législatif ou réglementaire (arrêté), et donc pas par une délibération du Comité de sécurité de l'information. L'Autorité rappelle que cette réglementation doit être précise et définir, au moins, les éléments essentiels du traitement²¹, dont les **finalités déterminées, explicites et légitimes ; les (catégories de) données à caractère personnel** qui sont pertinentes, adéquate et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités poursuivies ; **le délai de conservation** maximal des données à caractère personnel enregistrées ; la **désignation du responsable du traitement** ; les **destinataires ou catégories de destinataires** auxquels les données sont communiquées et les **circonstances dans lesquelles et les raisons pour lesquelles elles seront communiquées**.

61. **L'accord de coopération doit donc déterminer lui-même quels sont les « tiers »** à qui Sciensano peut communiquer **des données qu'il désigne** et les **raisons pour lesquelles ces données leur seront communiquées**. Certainement au vu de la quantité et de la sensibilité des données en question (données relatives à la santé, données relatives à une présomption d'infection suite à un contact) et de la possibilité pour leurs destinataires potentiels d'effectuer des recoupements entre ces différents types de données.

62. Par ailleurs, l'Autorité constate que l'article 12 § 3 du projet prévoit que *« La communication de données à caractère personnel provenant d'autres sources authentiques à la Base de données I, requiert une délibération de la Chambre Sécurité sociale et Santé du Comité de sécurité de l'information, dans la mesure où la communication de ces données à caractère personnel supplémentaires est nécessaire aux finalités de traitement définies à l'article 3 »*²². L'Autorité rappelle que **le projet ne peut pas déléguer au Comité de sécurité de l'information le pouvoir de déterminer ou d'ajouter de nouvelles catégories de données à celles dont le projet prévoit la communication et l'enregistrement dans la Base de données I**. En effet, comme l'Autorité l'a déjà indiqué dans ses avis n° 36/2020 et 42/2020, l'accord de coopération ne peut pas postposer la définition des éléments essentiels des communications de données envisagés dans l'accord de coopération (dont la définition des catégories de données/des sources de données) en mandatant le Comité de sécurité de l'information de s'en charger.

²¹ Voir DEGRAVE, E., "L'e-gouvernement et la protection de la vie privée – Légalité, transparence et contrôle", Collection du CRIDS, Larcier, Bruxelles, 2014, p. 161 e.s. (voir e.a.: CEDH, arrêt Rotaru c. Roumanie, 4 mai 2000). Voir également quelques arrêts de la Cour constitutionnelle : l'arrêt n° 44/2015 du 23 avril 2015 (p. 63), l'arrêt n° 108/2017 du 5 octobre 2017 (p. 17) et l'arrêt n° 29/2018 du 15 mars 2018 (p. 26).

²² L'Autorité souligne.

63. La chambre sécurité sociale et santé du Comité de sécurité de l'information sera, par contre, vraisemblablement amenée à se prononcer par voie de délibération pour déterminer les modalités des communications de données conformes à la proposition de loi (canaux de communication à préférer, mesures de sécurisation des données etc.).

f) Durées de conservation

64. **L'article 15 du projet** détermine les durées de conservation des données reprises dans les différentes bases de données créées par le projet. L'Autorité rappelle qu'aux termes de l'article 5.1.e) du RGPD, les données à caractère personnel doivent être « *conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées* ». L'Autorité prend note des différents délais de conservation fixés par les auteurs du projet.

65. Par ailleurs, l'article 15 § 2 du projet prévoit que « *Les données à caractère personnel pseudonymisées telles que définies à l'article 10, §3, qui sont transmises pour la finalité de traitement définie à l'article 3, §1, 4°, seront supprimées conformément aux dispositions de la loi du 10 avril 2014 portant des dispositions diverses en matière de santé et de l'accord de coopération conclu en exécution de celle-ci entre l'INAMI et Sciensano* ». **Afin de répondre à l'exigence de prévisibilité, il conviendrait d'identifier plus précisément les dispositions qui régissent la durée de conservation des données pseudonymisées enregistrées dans la Base de données II.**

g) Mesures de sécurité

66. L'article 13 § 1^{er} du projet²³ rappelle « simplement » l'obligation imposée à tout responsable du traitement par l'article 32 du RGPD de « *[mettre] en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque* ». **L'article 13 § 1^{er} du projet n'apporte dès lors aucune plus-value juridique** par rapport à l'article 32 du RGPD. En outre, telle que formulée, **cette disposition viole l'interdiction de retranscription du RGPD²⁴ et elle doit dès lors être supprimée.**

²³ Cette disposition prévoit que « *Sciensano, en ce qui concerne les Bases de données I et II, et les autorités régionales compétentes ou les agences désignées par les autorités compétentes, en ce qui concerne les Bases de données III et IV°, mettent en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées, conformément à l'article 32 du Règlement Général sur la Protection des Données, afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque* ».

²⁴ Pour rappel, et comme la Cour de justice de l'Union européenne l'a établi dans une jurisprudence constante, l'applicabilité directe des règlements européens emporte l'interdiction de leur retranscription dans le droit interne parce qu'un tel procédé peut "(créer) une équivoque en ce qui concerne tant la nature juridique des dispositions applicables que le moment de leur entrée en vigueur" (CJUE, 7 février 1973, Commission c. Italie (C-39/72), Recueil de jurisprudence, 1973, p. 101, § 17). Voyez, également et notamment, CJUE, 10 octobre 1973, Fratelli Variola S.p.A. c. Administration des finances italienne (C-34/73), Recueil de jurisprudence, 1973, p. 981, § 11 ; CJUE, 31 janvier 1978, Ratelli Zerbone Snc c. Amministrazione delle finanze dello Stato, Recueil de jurisprudence (C-94/77), 1978, p. 99, §§ 24-26.

67. De même, l'article 13 § 2 du projet²⁵ ne fait également que rappeler les obligations imposées à tout responsable du traitement par le RGPD par l'article 25 du RGPD²⁶. **Il n'y apporte aucune valeur juridique.** En outre, telle que formulée, **cette disposition viole l'interdiction de retranscription du RGPD²⁷ et elle doit dès lors être supprimée.**
68. À toutes fins utiles, l'Autorité souligne que la suppression de ces dispositions du projet n'impliquera évidemment pas que les responsables du traitement ne sont pas soumis à ces obligations de sécurité qui s'impose à tout responsable du traitement en vertu du RGPD lui-même.

h) Transparence et droits des personnes concernées

69. L'article 16 § 1^{er} du projet²⁸ constitue une reproduction de l'article 12 § 1^{er} du RGPD²⁹. **Il n'apporte dès lors aucune valeur juridique par rapport à l'article 12 du RGPD.** En outre, telle que formulée, **cette disposition viole l'interdiction de retranscription du RGPD³⁰ et elle doit dès lors être supprimée.**

²⁵ Cette disposition prévoit que « *Sciensano, en ce qui concerne les Bases de données I et II, et les autorités régionales compétentes ou les agences désignées par les autorités compétentes, en ce qui concerne les Bases de données III et IV, respecteront les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut, tels que définis à l'article 25 du Règlement Général sur la Protection des Données* ».

²⁶ Pour rappel, l'article 25 impose à tout responsable du traitement de « [...] *[mettre] en œuvre, tant au moment de la détermination des moyens du traitement qu'au moment du traitement lui-même, des mesures techniques et organisationnelles appropriées, telles que la pseudonymisation, qui sont destinées à mettre en œuvre les principes relatifs à la protection des données, par exemple la minimisation des données, de façon effective et à assortir le traitement des garanties nécessaires afin de répondre aux exigences du présent règlement et de protéger les droits de la personne concernée* » (protection des données dès la conception) et de « *[mettre] en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour garantir que, par défaut, seules les données à caractère personnel qui sont nécessaires au regard de chaque finalité spécifique du traitement sont traitées. [...]* » (protection des données par défaut).

²⁷ Pour rappel, et comme la Cour de justice de l'Union européenne l'a établi dans une jurisprudence constante, l'applicabilité directe des règlements européens emporte l'interdiction de leur retranscription dans le droit interne parce qu'un tel procédé peut "(créer) une équivoque en ce qui concerne tant la nature juridique des dispositions applicables que le moment de leur entrée en vigueur" (CJUE, 7 février 1973, Commission c. Italie (C-39/72), Recueil de jurisprudence, 1973, p. 101, § 17). Voyez, également et notamment, CJUE, 10 octobre 1973, Fratelli Variola S.p.A. c. Administration des finances italienne (C-34/73), Recueil de jurisprudence, 1973, p. 981, § 11 ; CJUE, 31 janvier 1978, Ratelli Zerbone Snc c. Amministrazione delle finanze dello Stato, Recueil de jurisprudence (C-94/77), 1978, p. 99, §§ 24-26.

²⁸ Cette disposition prévoit que « *Sciensano, en tant que responsable du traitement des Bases de données I et II, prend les mesures appropriées pour que les personnes concernées reçoivent les informations visées aux articles 13 et 14 du Règlement Général sur la Protection des Données et la communication visée aux articles 15 à 22 inclus et à l'article 34 du Règlement Général sur la Protection des Données en rapport avec le traitement aux fins prévues à l'article 3 sous une forme concise, transparente, compréhensible et facilement accessible, dans un langage clair et simple* ».

²⁹ Pour rappel, l'article 12 § 1^{er} du RGPD dispose que « *Le responsable du traitement prend des mesures appropriées pour fournir toute information visée aux articles 13 et 14 ainsi que pour procéder à toute communication au titre des articles 15 à 22 et de l'article 34 en ce qui concerne le traitement à la personne concernée d'une façon concise, transparente, compréhensible et aisément accessible, en des termes clairs et simples, en particulier pour toute information destinée spécifiquement à un enfant. Les informations sont fournies par écrit ou par d'autres moyens y compris, lorsque c'est approprié, par voie électronique. Lorsque la personne concernée en fait la demande, les informations peuvent être fournies oralement, à condition que l'identité de la personne concernée soit démontrée par d'autres moyens* ». L'Autorité souligne.

³⁰ Pour rappel, et comme la Cour de justice de l'Union européenne l'a établi dans une jurisprudence constante, l'applicabilité directe des règlements européens emporte l'interdiction de leur retranscription dans le droit interne parce qu'un tel procédé peut "(créer) une équivoque en ce qui concerne tant la nature juridique des dispositions applicables que le moment de leur entrée en vigueur" (CJUE, 7 février 1973, Commission c. Italie (C-39/72), Recueil de jurisprudence, 1973, p. 101, § 17). Voyez, également et notamment, CJUE, 10 octobre 1973, Fratelli Variola S.p.A. c. Administration des finances italienne (C-34/73), Recueil de jurisprudence, 1973, p. 981, § 11 ; CJUE, 31 janvier 1978, Ratelli Zerbone Snc c. Amministrazione delle finanze dello Stato, Recueil de jurisprudence (C-94/77), 1978, p. 99, §§ 24-26.

70. L'article 16 § 4 du projet³¹ constitue, lui aussi, une reproduction d'une disposition du RGPD, en l'occurrence l'article 26 § 1^{er} et 2 du RGPD. **Cette disposition du projet n'apporte dès lors aucune valeur juridique.** En outre, telle que formulée, **cette disposition viole l'interdiction de retranscription du RGPD³² et elle doit dès lors être supprimée.**

B. CONCERNANT L'ENCADREMENT NORMATIF DU TRAÇAGE NUMÉRIQUE

71. L'article 14 du projet, article unique du Chapitre VIII du projet intitulé « Applications numériques de traçage », vise à encadrer la création et l'utilisation d'une (ou de plusieurs ?) application(s) de traçage numérique des contacts pour prévenir la propagation du coronavirus COVID-19 dans la population en informant « *les utilisateurs qu'ils ont eu un contact à risque avec un autre utilisateur infecté, sans que l'utilisateur infecté soit identifié par l'application de traçage numérique, et avec l'objectif supplémentaire que l'utilisateur averti prenne alors volontairement les mesures nécessaires, sur la base des recommandations de Sciensano et des autorités compétentes, pour prévenir la propagation du coronavirus COVID-19* » (article 14 § 1^{er} du projet).
72. Cette disposition du projet – qui comprend 9 paragraphes – **fixe les grands principes qui devront être respectés par toutes les applications numériques de traçage de contact qui pourront être proposées et utilisées en Belgique.** Il est toutefois prévu que **ces grands principes devront être opérationnalisés dans un accord de coopération d'exécution**, lequel devra comprendre, au moins, les éléments listés à l'article 14 § 9 du projet.
73. **Il s'ensuit que, dans le cadre de cet avis, l'Autorité se prononce uniquement sur la conformité des principes de base devant guider la création et le fonctionnement des applications numériques de traçage avec les principes fondamentaux en matière de protection des données.**
74. L'Autorité souligne, d'ores et déjà, que l'accord de coopération d'exécution, qui doit définir, entre autres, les spécifications techniques auxquelles l' (les) application(s) de traçage devra (devront) se conformer, devra être suffisamment précis, clair et prévisible pour permettre aux personnes

³¹ Cette disposition prévoit que « *Sciensano, les autorités régionales compétentes et les agences désignées par les autorités régionales compétentes, chacune dans son domaine de compétence, définissent de manière transparente leurs responsabilités respectives, notamment en ce qui concerne l'exercice des droits de la personne concernée et la fourniture d'informations. À cette fin, est conclu un règlement qui fixe les modalités d'une convention de traitement et d'une convention de partage des données à caractère personnel, définissant les rôles et relations respectifs des responsables conjoints du traitement vis-à-vis des personnes concernées* ».

³² Pour rappel, et comme la Cour de justice de l'Union européenne l'a établi dans une jurisprudence constante, l'applicabilité directe des règlements européens emporte l'interdiction de leur retranscription dans le droit interne parce qu'un tel procédé peut "(créer) une équivoque en ce qui concerne tant la nature juridique des dispositions applicables que le moment de leur entrée en vigueur" (CJUE, 7 février 1973, Commission c. Italie (C-39/72), Recueil de jurisprudence, 1973, p. 101, § 17). Voyez, également et notamment, CJUE, 10 octobre 1973, Fratelli Variola S.p.A. c. Administration des finances italienne (C-34/73), Recueil de jurisprudence, 1973, p. 981, § 11 ; CJUE, 31 janvier 1978, Ratelli Zerbone Snc c. Amministrazione delle finanze dello Stato, Recueil de jurisprudence (C-94/77), 1978, p. 99, §§ 24-26.

concernées d'**entrevoir clairement les traitements qui seront faits de leurs données** (et la manière dont ces traitements seront réalisés). L'Autorité examinera la manière concrète dont fonctionnera/ont l'/les applications numérique(s) de traçage une fois détaillée dans cet accord de coopération d'exécution.

75. L'Autorité rappelle – comme elle l'a fait dans ses avis n° 34/2020 et 43/2020 – que l'utilisation d'une application de traçage numérique constitue une ingérence dans le droit au respect de la vie privée des personnes concernées qui n'est admissible **que s'il s'agit d'une mesure nécessaire et proportionnée au regard de l'objectif légitime qu'elle poursuit**, à savoir rompre la chaîne de transmission du coronavirus COVID-19.
76. Comme l'Autorité l'avait déjà souligné dans son avis n° 43/2020, **le caractère proportionné de l'ingérence causée par l'utilisation des applications numériques de traçage dépend des garanties mises en place par l'encadrement normatif du traçage numérique**. À ce propos, **l'Autorité note d'ores et déjà que le projet prévoit de nombreuses garanties** tendant à assurer la proportionnalité de l'ingérence causée par l'utilisation d'applications de traçage numérique dans le droit au respect de la vie privée.
77. La **nécessité** d'une telle ingérence dépend, pour sa part, non pas des garanties mises en place par le projet, mais **de facteurs externes qui justifient** en quoi l'utilisation d'applications numériques de traçage **permet effectivement d'atteindre l'objectif poursuivi** et ce **d'une manière moins attentatoire** au droit au respect de la vie privée que d'autres mesures tout aussi efficaces. **Les auteurs de l'accord de coopération doivent donc être en mesure de démontrer que l'utilisation d'applications numériques de traçage est nécessaire et pertinente dans la gestion du déconfinement de la population**. Ce choix devra être documenté adéquatement avant la mise à disposition des applications au public. Il sera, en outre, nécessaire de réévaluer ce choix à intervalles réguliers afin de vérifier que l'ingérence dans le droit au respect de la vie privée reste nécessaire au regard du contexte. **Cette analyse devra être intégrée dans l'analyse d'impact préalable à la protection des données** qui devra être réalisée en exécution de l'article 35 du RGPD avant la diffusion de l' (ou des) application(s) et du dispositif qui l'/les accompagne.
78. Par ailleurs, l'Autorité rappelle, comme elle l'a déjà fait dans son avis n° 43/2020, que les traitements de données encadrés en l'espèce **concernent des catégories particulières de données**, au sens de l'article 9.1 du RGPD (à savoir, des données concernant la santé), dont le traitement est, en principe interdit, à moins que, comme c'est le cas en l'espèce, le traitement soit nécessaire pour des motifs d'intérêt public dans le domaine de la santé publique. **Mais il est alors requis que ce traitement soit encadré par une norme législative (ou réglementaire) prévoyant des mesures**

appropriées et spécifiques pour la sauvegarde des droits et libertés des personnes concernées.

79. Le projet détermine les garanties qui devront être respectées dans la cadre de la création, de la mise à disposition et de l'utilisation d'applications numériques de traçage des contacts. L'Autorité constate que ces garanties constituent **un très bon point de départ** et qu'elles **reprennent d'ailleurs de nombreuses recommandations émises par l'Autorité dans ses avis n° 34/2020 et 43/2020 ainsi que celles émises par le Comité européen de la protection des données dans ses lignes directrices 04/2020³³**, en particulier :

- le caractère volontaire de l'utilisation de l'application et des mesures à adopter afin de prévenir la propagation du COVID-19 ;
- le caractère volontaire du signalement de l'infection COVID-19 dans l'application ;
- l'impossibilité de retracer l'identité d'un utilisateur et l'obligation que l'accord de coopération d'exécution contienne des garanties spécifiques pour limiter le risque de réidentification sur la base de l'authentification de l'utilisateur infecté ;
- le choix du protocole DP3T ;
- la possibilité de désactiver temporairement ou définitivement l'application avec la garantie que la désinstallation de l'application est aussi facile que son installation ;
- l'absence de traitement de données de géolocalisation dans l'application ;
- la publication du code source de l'application et de son interface ;
- l'interdiction de lier l'accès à un bien ou à un service à l'utilisation de l'application ;
- l'interdiction d'utiliser les données traitées dans le cadre de l'application numérique à d'autres fins que l'information des utilisateurs qu'ils ont eu un contact à risque avec un autre utilisateur infecté ;
- la réalisation et la publication de l'analyse d'impact relative à la protection des données ;
- l'obligation que l'accord de coopération d'exécution contienne une description précise du système de traçage, notamment pour s'assurer que les risques qui sont limités par le protocole DP3T de référence ne sont pas réintroduits par l'application de traçage des contacts et/ou un système permettant la réidentification ;
- l'obligation que l'accord de coopération d'exécution contienne une description claire des traitements résultant de l'utilisation de l'application de traçage des contacts et une définition claire de concepts utilisés tels que contact à risque, le code d'autorisation, la clé sécurisée et le numéro de série temporaire non personnalisé ;
- la désactivation du journal central des enregistrements dès qu'il est établi par un accord de coopération d'exécution que ces enregistrements ne sont plus nécessaires pour gérer la stratégie de déconfinement ;

³³ Guidelines 04/2020 on the use of location data and contact tracing tools in the context of the COVID-19 outbreak, 21 April 2020.

- la possibilité de prévoir une interopérabilité avec des applications de traçage développées par d'autres Etats membres européens, des pays appartenant à l'Espace économique européen ou des pays qui ont été considérés comme assurant un niveau de protection des données adéquat par la Commission européenne et qui utilisent également le protocole DP3T ou offrent des garanties de protection des données identiques ou équivalentes.

80. L'Autorité constate toutefois que certaines de ses recommandations, qui visent pourtant à assurer la proportionnalité de l'ingérence dans le droit au respect de la vie privée, n'ont pas été reprises dans le projet. Elle invite les auteurs du projet à intégrer celles-ci dans le projet :

- Si le projet prévoit effectivement – conformément à une recommandation de l'Autorité – que l'analyse d'impact relative à la protection des données doit être publiée, il conviendrait **qu'il impose également la publication de l'avis de l'Autorité sur cette analyse d'impact relative à la protection des données**³⁴.
- Si le projet prévoit effectivement – conformément à une recommandation de l'Autorité – que le code source complet de l'application de traçage numérique des contacts et de son interface soient rendu public, **il conviendrait de préciser que cette publication doit avoir lieu suffisamment avant la date de mise à disposition de l'/chaque application afin de permettre son analyse par des spécialistes**. L'Autorité comprend que le code source du protocole DP3T a déjà été publié, mais elle recommande également de publier le code source de la ou des application(s) belge(s).
- Si le projet prévoit – conformément à une recommandation de l'Autorité – que « *L'installation ou non, l'utilisation ou non et la désinstallation ou non de l'application mobile de l'application numérique de traçage des contacts ne peuvent donner lieu à aucune mesure de nature civile ou pénale, à aucun acte discriminatoire, ni à aucun avantage ou désavantage* », l'Autorité recommande, en outre, comme elle l'a déjà fait dans ses avis n° 34/2020 et 43/2020, **de prévoir des sanctions civiles et/ou administratives et/ou pénales pour toute personne qui lierait l'accès à un bien ou à un service à l'utilisation d'une application de traçage**. L'existence de telles sanctions permettra de garantir le caractère volontaire de l'utilisation d'applications numériques de traçage et ainsi de renforcer la confiance du public.

81. L'Autorité a encore **quatre dernières remarques** à formuler à propos de l'article 14 du projet.

³⁴ L'Autorité rappelle, en effet, qu'aux termes de l'article 36 du RGPD, le responsable du traitement doit consulter l'Autorité si l'analyse d'impact relative à la protection des données révèle l'existence d'un risque élevé résiduel pour les droits et libertés des personnes concernées.

82. Premièrement, **la lecture du projet ne permet pas de déterminer avec certitude si l'(les) application(s) développée(s) devra (devront) l'être nécessairement sous la responsabilité d'une autorité publique ou si le projet admet que des acteurs privés puissent se prévaloir de l'accord de coopération pour développer de telles applications**, à condition qu'ils respectent les principes qui y sont énoncés. À la suite d'une demande d'informations complémentaires, le demandeur a indiqué que « *De verwerking van persoonsgegevens door dergelijke apps [ndlr: des applications développées dans le cadre du secteur privé ou des institutions de recherche] kunnen geen rechtsgrond vinden in dit samenwerkingsakkoord en dienen dus gebaseerd te zijn op een andere rechtsgrond voorzien in de AVG* ». Il semble donc que la volonté des auteurs de l'accord de coopération soit claire : l'accord de coopération ne peut servir de fondement juridique qu'aux applications numériques de traçage développées par les autorités publiques dans le cadre de leur compétence en matière de médecine préventive. Dans cette perspective, **des acteurs privés (comme des entreprises) ne pourraient pas se prévaloir de l'accord de coopération pour fonder des traitements de données réalisés dans le cadre d'applications numériques développées sous leur responsabilité**. Si tel est bien l'intention des auteurs de l'accord de coopération, il conviendrait de le préciser de manière univoque dans le projet.
83. Deuxièmement, le projet définit l'application numérique de traçage comme une « [...] *application mobile installée localement par l'utilisateur sur son appareil et en un journal central des enregistrements qui permet un fonctionnement contrôlé de l'application numérique de traçage des contacts* [...] » (article 14 § 2, 2° du projet). Le projet précise, en outre que, ce journal des enregistrements « *qui permet de contrôler le fonctionnement de l'application numérique de traçage des contacts* » constitue la Base de données V qui est, à Sciensano séparée des Bases de données I et II (article 1^{er}, § 1, 9° du projet). Le projet ajoute que « *L'application numérique de traçage des contacts garantit que seul le fait de l'infection, ainsi que la date à laquelle l'utilisateur est suspecté d'être devenu contagieux, sont communiqués au responsable du traitement du journal central des enregistrements, et cela de telle sorte que l'identité de l'utilisateur ne puisse être retracée* » (article 14 § 3, 7° du projet). **L'Autorité note que seules ces informations sont communiquées au journal central des enregistrements et qu'aucune donnée permettant d'identifier l'utilisateur ne sera enregistrée dans la Base de données V. Mais si tel ne devait pas être le cas et que d'autres données devaient également être communiquées au journal central des enregistrements (et enregistrées dans la Base de données V), il conviendrait de revoir le projet sur ce point afin d'y apporter la transparence nécessaire.**
84. Troisièmement, l'Autorité note que le projet désigne Sciensano comme responsable du traitement du journal central des enregistrements (article 14 § 3, 3° du projet). **L'Autorité invite l'auteur à désigner également l' (les) entité(s) qui en est (sont) responsable(s) pour les autres traitements de données qui auront lieu dans le cadre du fonctionnement de l'application**

numérique ainsi que l' (les) entité(s) qui optera (opteront) pour la ou les applications présentant les caractéristiques légalement requises. Il conviendra de compléter le projet afin qu'il réponde à ces questions. En effet, le Comité européen de la protection des données a souligné, dans ses guidelines, que le responsable du traitement de chaque application numérique de traçage devrait être clairement identifié.

85. Quatrièmement, le projet prévoit que « *Le journal central des enregistrements de la Base de données V est en tout cas désactivé dès qu'il est établi par un accord de coopération d'exécution visé à l'article 92bis, § 1er, troisième alinéa de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles que ces enregistrements ne sont plus nécessaires pour gérer la fin de la stratégie de déconfinement ; le journal central des enregistrements est désactivé automatiquement au plus tard après 1 an, sauf s'il est décidé par un accord de coopération d'exécution qu'une prolongation de cette période est indispensable* » (article 14 § 3, 10° du projet)³⁵. Afin de respecter l'exigence de prévisibilité de la norme, il convient de préciser, dans le texte du projet, à partir de quand ce délai d'un an commence à courir³⁶.

PAR CES MOTIFS,

L'Autorité estime que le projet doit être adapté conformément aux remarques soulevées dans le présent avis, à savoir :

- Afin de respecter les principes de minimisation des données et de la protection des données dès la conception, **prévoir que les accès aux données seront strictement limités en tenant compte des finalités poursuivies** (finalité recherche de contact, finalité recherche scientifique, finalité prévention de l'extension des effets néfastes causés par les maladies infectieuses) **par leur collecte et leur enregistrement**. Dans cette perspective, si certaines données collectées et enregistrées ne sont nécessaires qu'à des fins de recherche scientifiques, elles doivent être pseudonymisées dès leur inscription dans la base de données créée à cette fin (cons. 17 ; 40-41).
- Afin de répondre à l'exigence de prévisibilité, **déterminer les conditions et les circonstances dans lesquelles une « visite physique » peut avoir lieu** dans le contexte de la « recherche de contacts » (ou renvoyer explicitement et précisément aux dispositions qui encadreraient déjà ces « visites physiques ») (cons. 20-23).

³⁵ C'est l'Autorité qui souligne.

³⁶ À la suite d'une demande d'informations complémentaires, le demandeur a indiqué que c'était à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord de coopération.

- Afin de répondre à l'exigence de proportionnalité, **préciser que les visites physiques ne peuvent être effectuées qu'afin de fournir à la personne visitée la même information que celle fournie aux personnes contactées par téléphone** et que ces visites ne peuvent donner lieu à un contrôle du respect de recommandations précédemment fournies (cons. 24).
- Prévoir une disposition spécifique **imposant un secret professionnel** aux personnes ayant accès aux données à caractère personnel dans le cadre de leur mission (cons. 25-26).
- **Revoir la formulation des finalités** afin de répondre aux remarques de l'Autorité (cons. 28-31).
- **Supprimer les différentes dispositions du projet qui n'apportent aucune plus-value juridique** par rapport au RGPD et qui, telles que formulées, violent l'interdiction de retranscription (cons. 33 ; 57 ; 66-67 ; 69-70).
- **Clarifier certains concepts utilisés pour désigner les données** qui doivent être collectées (cons. 54-56).
- **Déterminer les catégories de tiers à qui les données communiquées et conservées dans la Base de données II peuvent être transmises** (cons. 58).
- **Déterminer, de manière exhaustive, quelles sont les données enregistrées dans la Base de données I qui peuvent être transmises à qui et pourquoi** (cons. 60-61).
- **Déterminer, de manière exhaustive, toutes les catégories de données et les sources dont elles proviennent qui doivent être enregistrées dans la Base de données I** (cons. 62).
- Afin de répondre à l'exigence de prévisibilité, il conviendrait **d'identifier plus précisément les dispositions qui régissent la durée de conservation des données pseudonymisées** enregistrées dans la Base de données II (cons. 65)
- **Imposer la publication de l'avis de l'Autorité sur l'analyse d'impact relative à la protection des données** qui devra être réalisée avant la mise à disposition de l'application (des applications) numérique(s) de traçage (cons. 80)

- Préciser que **la publication du code source de l'application (des applications) numérique(s) de traçage doit avoir lieu suffisamment avant la date de mise à disposition** de l'/chaque application afin de permettre son analyse par des spécialistes (cons. 80)
- **Prévoir des sanctions civiles et/ou administratives et/ou pénales pour toute personne qui lierait l'accès à un bien ou à un service à l'utilisation d'une application de traçage** (cons. 80)
- Préciser que **l'accord de coopération ne peut servir de fondement juridique qu'aux applications numériques de traçage développées par les autorités publiques** dans le cadre de leur compétence en matière de médecine préventive (cons. 82).
- **Désigner l'(les) entité(s) qui est (sont) responsable(s) du traitement** pour les traitements de données qui auront lieu dans le cadre du fonctionnement de l'application numérique (à côté de l'enregistrement des données dans le journal central des enregistrements) **et préciser quelle(s) est (sont) l' (les)entité(s) qui sont responsables pour le choix de la ou les applications** présentant les caractéristiques légalement requises (cons. 84)
- Afin de respecter l'exigence de prévisibilité de la norme, il convient de préciser, dans le texte du projet, **à partir de quand le délai d'un an, à l'issue duquel le journal central des enregistrements est automatiquement désactivé, commence à courir** (cons. 85).

L'Autorité souligne que les auteurs du projet doivent :

- **Réévaluer la nécessité du traçage manuel et numérique à intervalles** réguliers afin de vérifier que l'ingérence dans le droit au respect de la vie privée reste nécessaire au regard du contexte (cons. 14 et 77).
- **S'assurer et être en mesure d'attester que la collecte et l'enregistrement de données à caractère personnel concernant des personnes présumées infectées est bien nécessaire** au regard de la finalité/des finalités poursuivies (laquelle/lesquelles ?) (cons. 42).
- **S'assurer et être en mesure d'attester que la collecte et l'enregistrement de nombreuses données à caractère personnel concernant contacts des personnes (présumées) infectées** – et pas uniquement les données permettant une prise de contact en vue de les informer du fait qu'elles ont été en contact avec une personne (présumée) infectée et de les encourager à adopter les mesures nécessaires pour rompre la chaîne de transmission – **est**

bien nécessaire pour atteindre une finalité légitime, déterminée et explicite (laquelle ?) (cons. 45).

- **Si les auteurs du projet souhaitent effectivement mettre en place un système de « traçage des contacts des contacts », comme cela semble être le cas, ils devraient, non seulement, le prévoir de manière explicite, mais également justifier la nécessité et la proportionnalité de la très large collecte de données qu'elle implique** (cons. 46).
- **Etre en mesure de justifier pourquoi le projet prévoit l'enregistrement, dans les bases de données I et III, du « refus de voir un médecin »** (cons. 47).
- **Etre en mesure d'attester qu'ils ont évalué qu'il n'était pas possible d'atteindre la finalité de recherche scientifique en anonymisant les données plutôt qu'en les pseudonymisant** (cons. 53).
- **Etre en mesure d'attester – à l'aide d'éléments factuels – de la nécessité de la mise en place de système de suivi numérique des personnes (présumées) infectées et de leurs contacts** dans la gestion du déconfinement de la population et de lutte contre l'épidémie de COVID-19 (cons. 77).
- **Si les auteurs du projet envisagent que le journal central des enregistrements comprenne plus de données que celles désignées à article 14 § 3, 7° du projet, il conviendrait de revoir le projet sur ce point afin d'y apporter la transparence nécessaire** (cons. 83)



Alexandra Jaspar
Directrice du Centre de Connaissances



ANNEXE I*Executive summary***1. RÉTROACTES**

Le Ministre De Backer a sollicité, le 3 juillet, l'avis de l'Autorité sur le projet d'accord de coopération qui doit remplacer l'arrêté royal n° 44 dont le contenu est fort proche de celui de l'accord de coopération. Cet arrêté royal cessera ses effets au plus tard le 15/10/2020.

2. PORTÉE DE L'ACCORD DE COOPÉRATION

Le projet entend apporter le cadre juridique nécessaire au traçage manuel et numérique des contacts des personnes infectées par le virus SRAS-CoV-2 en vue d'en limiter la propagation. Il vise à permettre le traçage manuel précoce des personnes infectées ou sérieusement suspectées d'être infectées par le COVID-19 ainsi que des collectivités dont elles font partie et des personnes avec lesquelles elles ont été en contact. Il prévoit également la mise en place d'une possibilité de traçage numérique afin de pallier les limites en termes d'efficacité du suivi manuel des contacts. Enfin, le projet vise également à permettre la collecte de données afin de permettre aux institutions de recherche, y compris Sciensano, d'effectuer des études scientifiques ou statistiques liées à la propagation du coronavirus COVID-19 et/ou de soutenir la lutte contre le coronavirus.

3. PRINCIPAUX POINTS DE L'AVIS

Selon l'avis unanime des experts, le suivi manuel et numérique des patients infectés et de leurs contacts est nécessaire afin de tenter d'éviter un rebond épidémique. Le traitement de certaines données à caractère personnel, y compris relatives à la santé, peut dès lors également s'avérer nécessaire dans cette optique.

Le texte soumis pour avis détaille avec précision les catégories de citoyens visés par le projet et les flux de données organisés entre les cinq bases de données créées, ce qui permet d'appréhender le fonctionnement du système de traçage. Ses auteurs ont ainsi effectué un important effort de description.

L'Autorité insiste pour que toutes les (catégories de) données à caractère personnel collectées et utilisées par les divers intervenants soient mentionnées de manière exhaustive dans l'accord de coopération, afin de garantir la prévisibilité et la transparence nécessaires, ainsi qu'une possible évaluation de leur proportionnalité.

a. En ce qui concerne le traçage dit « manuel »

L'Autorité attire l'attention sur la nécessité de déterminer les conditions et les circonstances dans lesquelles une « visite physique » des citoyens peut avoir lieu (sans lequel il n'est, par ailleurs, pas possible d'évaluer le respect du principe de proportionnalité au regard de l'objectif légitime qu'elles poursuivent).

L'Autorité constate que l'accord de coopération prévoit la collecte et l'enregistrement de nombreuses données concernant des personnes présumées infectées dans la base de données I (et III) alors qu'il apparaît que les capacités de *testing* ont été très largement augmentées depuis le début de l'épidémie de sorte que toutes les personnes pour lesquelles on suspecte une infection au COVID-19 devraient pouvoir être testées.

L'accord de coopération semble également mettre en place un système de « tracing des contacts des contacts », à savoir des contacts des personnes qui sont entrées en contact avec une personne (présumée) infecté, ce qui implique la collecte d'une grande quantité supplémentaire de données, et ce, sans qu'il soit établi (ou même fortement suspecté) que ces personnes sont, elles-mêmes, infectées par le COVID-19, alors qu'un traçage de ces personnes n'est pas repris dans la liste des finalités du projet.

L'Autorité rappelle qu'aux termes du principe de transparence et de légalité, une communication de données – en tout cas lorsque celle-ci est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées – doit être encadrée par une disposition législative ou réglementaire qui en détermine les éléments essentiels sans que la détermination de ceux-ci puisse être confiée au Comité de sécurité de l'information.

b. En ce qui concerne le traçage au moyen d'(une) application(s) numérique(s)

L'accord de coopération prévoit de nombreuses garanties générales tendant à assurer la proportionnalité de l'ingérence causée par l'utilisation d'applications de traçage numérique dans le droit au respect de la vie privée (le projet reprend de nombreuses recommandations ayant formulées par l'Autorité dans ses avis n° 34/2020 et 43/2020).

L'Autorité constate toutefois que certaines de ses recommandations, qui visent pourtant à assurer la proportionnalité de l'ingérence dans le droit au respect de la vie privée, n'ont pas été reprises dans le projet. Elle invite les auteurs du projet à les intégrer dans le projet. Il s'agit, en particulier, d'imposer la publication de l'avis de l'Autorité sur l'analyse d'impact relative à la protection des données, d'imposer la publication du code source avant la date de mise à disposition de l'/chaque application

Avis 64/2020 - 34/34

afin de permettre son analyse par des spécialistes et de prévoir des sanctions civiles et/ou administratives et/ou pénales pour toute personne qui lierait l'accès à un bien ou à un service à l'utilisation d'une application de traçage.

L'Autorité examinera le fonctionnement concret de l'/des application(s) de traçage lorsqu'il sera détaillé dans un accord de coopération d'exécution.



Autorité de protection des données
Gegevensbeschermingsautoriteit

Advies nr. 64/2020 van 20 juli 2020

Onderwerp: Adviesaanvraag over een ontwerp van samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde regionale overheden of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano (CO-A-2020-076)

De Gegevensbeschermingsautoriteit (hierna "de Autoriteit" genoemd);

Gelet op de wet van 3 december 2017 *tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit*, met name de artikelen 23 en 26 (hierna "WOG" genoemd);

Gezien Verordening (EU) 2016/679 *van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG* (hierna "AVG" genoemd);

Gelet op de wet van 30 juli 2018 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens* (hierna "WVP" genoemd);

Gelet op de adviesaanvraag van de minister van Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post, belast met Administratieve Vereenvoudiging, Bestrijding van de sociale fraude, Privacy en Noordzee, de heer Philippe De Backer, ontvangen op 3 juli 2020;

Gelet op de hoogdringendheid van de adviesaanvraag;

Gelet op het verslag van Mevrouw Alexandra Jaspar, Directeur van het Kenniscentrum van de Gegevensbeschermingsautoriteit ;

Brengt op 20 juli 2020 het volgende advies uit:

I. ONDERWERP EN CONTEXT VAN DE ADVIESAANVRAAG

1. De minister van Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post, belast met Administratieve Vereenvoudiging, Bestrijding van de sociale fraude, Privacy en Noordzee, de heer Philippe De Backer (hierna "de aanvrager"), heeft met spoed het advies van de Autoriteit gevraagd over een ontwerp van samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde regionale overheden of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano (hierna "het ontwerp" of "het samenwerkingsakkoord" genoemd).
2. Dit ontwerp heeft tot doel het **wettelijke kader te bieden voor het manueel en digitaal opsporen** van de contacten van personen die besmet zijn met het SARS-CoV-2-virus om de verdere verspreiding ervan te beperken.
3. De opstellers van het ontwerp benadrukken dat het **vroegtijdig manueel opsporen** van personen die besmet zijn of op wie een ernstig vermoeden rust van besmetting met COVID-19, evenals de collectiviteiten waarvan zij deel uitmaken en de mensen met wie zij in contact zijn geweest, noodzakelijk is **om de overdrachtsketen van het virus te doorbreken**. Zo kunnen deze personen zo spoedig mogelijk de nodige aanbevelingen krijgen (thuisisolatie, telewerken, enz.) om te voorkomen dat anderen met het SARS-CoV-2-virus worden besmet¹. De opstellers van het ontwerp achten het **noodzakelijk om een centrale gegevensbank op te zetten** bij Sciensano om een uniforme manuele opvolging te verzekeren in heel België. De algemene toelichting bij het ontwerp voegt hieraan toe dat het opzetten van een centrale gegevensbank noodzakelijk is "*gelet op de mobiliteit van de burgers doorheen de verschillende deelstaten*".
4. Bovendien is het ontwerp, zoals beschreven in de algemene toelichting, bedoeld om "*de gegevensinzameling mogelijk te maken om de onderzoeksinstellingen, met inbegrip van Sciensano, in*

¹ Deze taak valt onder de bevoegdheid van de deelstaten (preventieve gezondheidszorg).

*staat te stellen wetenschappelijke of statistische studies uit te voeren in verband met de verspreiding van het coronavirus COVID-19 en/of om het beleid in de strijd tegen het coronavirus te ondersteunen"*².

5. Tot slot zijn de opstellers van het ontwerp van mening: *"Om tegemoet te komen aan de beperkingen inzake de doeltreffendheid van het manuele contactonderzoek, is het noodzakelijk om te voorzien in [...] een kader [...] om het digitale contactonderzoek via een digitale contactopsporingsapplicatie mogelijk te maken"*.
6. Het ontwerp omvat **11 hoofdstukken**. **Hoofdstuk I** is gewijd aan **algemene bepalingen** (definities van de gebruikte begrippen, de doelstellingen van het ontwerp, schending van het beroepsgeheim, de oprichting van de Gegevensbanken I, II, III, IV, definitie van de verwerkingsverantwoordelijken van de verschillende gegevensbanken, enz.). In het **tweede hoofdstuk** van het samenwerkingsakkoord worden **de doeleinden van de gegevensverwerking** die erin wordt geregeld, omschreven. In het **derde hoofdstuk** worden de **categorieën van betrokkenen** gedefinieerd waarop de gegevensverwerkingen in het kader van het ontwerp betrekking hebben. Het **vierde hoofdstuk** bepaalt de verschillende **persoonsgegevens** die in het kader van dit samenwerkingsakkoord worden verzameld. Het **vijfde hoofdstuk** is gewijd aan het vaststellen van de regels voor **de toegang tot en de overdracht van persoonsgegevens**, terwijl het **zesde hoofdstuk** betrekking heeft op de **bevoegdheid van het Informatieveiligheidscomité**. Het **zevende hoofdstuk** is gewijd aan de **veiligheidsmaatregelen** die moeten worden ingevoerd. Het **achtste hoofdstuk** biedt een kader voor de invoering van **digitale opsporingsapplicaties**. In het **negende hoofdstuk** worden de **bewaartermijnen** vastgesteld van de verschillende gegevens die in het kader van de uitvoering van het ontwerp zijn verzameld, terwijl **hoofdstuk X** gewijd is aan de maatregelen die de verwerkingsverantwoordelijken moeten nemen om **de transparantie en de rechten van de betrokkenen** te waarborgen. Ten slotte bevat het **elfde en laatste hoofdstuk diverse bepalingen** (wijze van geschillenbeslechting tussen de partijen van het akkoord, toezichtssysteem van het akkoord, inwerkingtreding en terugwerkende kracht van het samenwerkingsakkoord).
7. Het ontwerp is bedoeld ter vervanging van koninklijk besluit nr. 44 *"betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde regionale overheden of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano"*. Dit koninklijk besluit bepaalt dat het ophoudt van kracht te zijn op de dag waarop een samenwerkingsakkoord tussen de federale overheid en de deelstaten in werking treedt, en uiterlijk op 15 oktober 2020. **Dit koninklijk besluit nr. 44 - waarvan de inhoud zeer dicht aansluit bij het onderhavige ontwerp - is niet voor advies aan de Autoriteit voorgelegd.** De Autoriteit heeft zich echter al herhaaldelijk uitgesproken over

² Deze taak valt onder de materiële bevoegdheid van de federale overheid (wetenschappelijk onderzoek).

normatieve ontwerp teksten die voorzien in de invoering van een manueel of digitaal opsporingssysteem. **De Autoriteit heeft namelijk de volgende 7 adviezen uitgebracht, waarin zij richtlijnen heeft gegeven voor het opzetten van een manueel en digitaal opsporingssysteem voor burgers dat het recht op eerbiediging van het privéleven respecteert:**

- **Advies nr. 34/2020 van 28 april 2020** betreffende een voorontwerp van koninklijk besluit nr. XXX tot uitvoering van artikel 5, § 1, 1^o, van de wet van 27 maart 2020 die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (II), met het oog op het gebruik van digitale contactopsporingsapplicaties ter voorkoming van de verdere verspreiding van het coronavirus COVID-19 onder de bevolking
 - **Advies nr. 36/2020 van 29 april 2020** betreffende een voorontwerp van koninklijk besluit nr. XXX tot oprichting van een gegevensbank bij Sciensano in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19³
 - **Advies nr. 42/2020 van 25 mei 2020** betreffende een wetsvoorstel tot oprichting van een gegevensbank bij Sciensano in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19
 - **Advies nr. 43/2020 van 26 mei 2020** betreffende een wetsvoorstel betreffende het gebruik van digitale contactopsporingsapplicaties ter voorkoming van de verdere verspreiding van het coronavirus COVID-19 onder de bevolking.
 - **Advies nr. 44/2020 van 5 juni 2020** betreffende amendementen geformuleerd bij een wetsvoorstel tot oprichting van een gegevensbank bij Sciensano in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19
 - **Advies nr. 46/2020 van 5 juni 2020** betreffende een amendement op een wetsvoorstel tot oprichting van een gegevensbank bij Sciensano in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19
 - **Advies nr. 50/2020 van 5 juni 2020** betreffende een ontwerpdecreet van de Duitstalige Gemeenschap betreffende het contactonderzoek in het kader van de bestrijding van de gezondheids crisis die door het coronavirus (COVID-19) is ontstaan
8. Het voor advies aan de Autoriteit voorgelegde ontwerp betreft hetzelfde voorwerp als de verschillende normontwerpen waarover zij zich in de bovengenoemde adviezen heeft uitgesproken. **De Autoriteit verwijst hiernaar voor de aspecten die niet in dit advies worden behandeld.**
9. Ten slotte benadrukt de Autoriteit dat haar advies werd gevraagd en met spoed werd uitgebracht, ondanks het feit dat het ontwerp bijzonder lang (77 bladzijden) en complex is. De Autoriteit voegt hieraan toe dat het na een eerste lezing van het ontwerp noodzakelijk is gebleken de aanvrager een

³ Dit voorontwerp werd het koninklijk besluit nr. 18 tot oprichting van een gegevensbank bij Sciensano in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19. Dit besluit is sinds 30 juni 2020 niet meer van kracht.

groot aantal vragen te stellen om de nodige verduidelijkingen te verkrijgen voor het opstellen van het dossier. De directeur en het secretariaat van het Kenniscentrum ontvingen op 10 juli een antwoord op deze vragen. De Autoriteit wenst erop te wijzen dat zij haar advies uitsluitend heeft uitgebracht op basis van de informatie waarover zij op 10 juli beschikte en onder voorbehoud van eventuele toekomstige overwegingen.

II. ONDERZOEK VAN DE ADVIESAANVRAAG

A. WAT BETREFT HET NORMATIEVE KADER VOOR MANUELE OPSPORING EN DE DAARTOE GECREËERDE GEGEVENS BANKEN

10. Het ontwerp wil een kader bieden voor de wijze waarop manuele contactopsporing door contactcentra kan worden uitgevoerd. Het is ook de bedoeling om een wettelijke basis te bieden voor het opzetten, gebruiken en delen (geheel of gedeeltelijk) van de verschillende gegevensbanken die voor dit doel worden gecreëerd.

a) **Beginsel van rechtmatigheid, behoorlijkheid en transparantie**

11. De invoering van de manuele opsporing van de betrokkenen en het opzetten van gegevensbanken voor dit doel houdt beslist de verwerking in van persoonsgegevens, waaronder gevoelige gegevens (in dit geval gezondheidsgegevens). Dergelijke verwerkingen vormen een aanzienlijke inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven. De Autoriteit herinnert er in dit verband aan dat elke inmenging in het recht op eerbiediging van de bescherming van persoonsgegevens, met name wanneer deze inmenging significant blijkt te zijn, slechts toelaatbaar is **indien zij noodzakelijk is en in verhouding staat tot het nagestreefde doeleinde** (of de nagestreefde doeleinden) en indien zij wordt **omkaderd door een voldoende duidelijke en nauwkeurige regelgeving waarvan de toepassing voor de betrokkenen voorspelbaar is**.
12. Alle regelgeving die de verwerking van persoonsgegevens regelt, met name wanneer deze verwerking een wezenlijke inmenging vormt in de rechten en vrijheden van de betrokkenen, moet dus voldoen aan de eisen van voorspelbaarheid en nauwkeurigheid, **zodat de betrokkenen bij het lezen ervan duidelijk kunnen zien welke verwerkingen met hun gegevens worden uitgevoerd en onder welke omstandigheden dergelijke verwerkingen zijn toegelaten**. Overeenkomstig artikel 6.3 van de AVG, in samenhang met artikel 22 van de Grondwet en artikel 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, moeten **de essentiële elementen van de verwerking in detail worden beschreven**. Het gaat hier in het bijzonder om het precieze **doeleinde** of de precieze doeleinden van de verwerking; **de identiteit van de verwerkingsverantwoordelijke(n)** en **de categorieën van verwerkte gegevens**, met dien

verstande dat deze - overeenkomstig artikel 5.1. van de AVG "*toereikend zijn, ter zake dienend en beperkt tot wat noodzakelijk is voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt*"; de **categorieën van betrokkenen** (personen over wie gegevens worden verwerkt); de **bewaartermijn** van de gegevens; **de ontvangers of categorieën van ontvangers** aan wie hun gegevens worden verstrekt en de **omstandigheden waarin en de redenen waarom zij worden verstrekt**, alsmede alle **maatregelen om een rechtmatige en behoorlijke verwerking van die persoonsgegevens te waarborgen**.

13. Het is daarom van essentieel belang dat enerzijds het samenwerkingsakkoord, dat als normatieve basis zal dienen voor de verwerking van persoonsgegevens in het kader van de uitvoering van de manuele en digitale opsporing van (vermoedelijk) besmette personen en hun contacten, **voldoende duidelijk, nauwkeurig en voorspelbaar is voor de betrokkenen**, en dat anderzijds de gegevensverwerking in het kader van het samenwerkingsakkoord **in verhouding staat tot het volkomen gerechtvaardigd doel dat met het samenwerkingsakkoord wordt nagestreefd**, met name omdat zij gepaard gaat met passende en specifieke maatregelen ter bescherming van de rechten en vrijheden van de betrokkenen.

- (i) **Wat betreft de noodzaak om (vermoedelijk) besmette personen en hun contacten op te sporen en de oprichting van een centrale gegevensbank voor dit doeleinde, en wat betreft de evenredigheid van de in dit verband opgezette gegevensverwerking**

14. Ten eerste merkt de Autoriteit op dat uit de adviezen van deskundigen (epidemiologen en virologen) blijkt dat het manuele en digitale contactonderzoek van (vermoedelijk) besmette patiënten en hun contacten noodzakelijk is om een tweede uitbraak van de epidemie te voorkomen. **De Autoriteit merkt op dat, in dit verband en volgens het advies van deskundigen op het vlak van volksgezondheid, de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven door manuele en digitale contactopsporing inderdaad noodzakelijk kan zijn. Het zal nodig zijn om deze keuze met regelmatige tussenpozen opnieuw te evalueren om na te gaan of de inmenging in het recht op de eerbiediging van het privéleven in dit verband noodzakelijk blijft.**
15. Hoewel de Autoriteit - in het licht van de eenstemmigheid van het advies van deskundigen op het vlak van volksgezondheid - de noodzaak van de manuele en digitale opsporing van (vermoedelijk) besmette personen erkent, dringt zij erop aan **dat de wettelijke omkadering ervan de voorspelbaarheid en evenredigheid waarborgt**. Met deze vereisten van voorspelbaarheid en evenredigheid zal rekening worden gehouden bij de analyse van de verschillende onderdelen van de door het ontwerp ingevoerde gegevensverwerking.

16. Op dit moment lijken de beweegredenen die in de algemene toelichting bij dit ontwerp worden aangevoerd, de noodzaak en de evenredigheid van **de oprichting van een centrale gegevensbank** bij Sciensano te rechtvaardigen (althans in beginsel).
17. Anderzijds, en de Autoriteit zal hier later in haar advies op terugkomen, moet rekening worden gehouden met het vereiste van **de noodzaak en evenredigheid van het verzamelen en invoeren van alle gegevens in deze gecentraliseerde gegevensbank** ("Gegevensbank I").
18. Het ontwerp **zet een centrale gegevensbank op die verschillende doeleinden dient** (met name een opsporingsdoeleinde en een onderzoeksdoeleinde). Om ervoor te zorgen dat het evenredigheidsbeginsel ("minimale gegevensverwerking") wordt nageleefd, **is het absoluut noodzakelijk dat de toegang tot gegevens wordt beperkt, rekening houdend met deze doeleinden**. Bovendien moeten voor het onderzoeksdoeleinde de verzamelde gegevens worden gepseudonimiseerd zodra ze worden ingevoerd in de daartoe gecreëerde gegevensbank ("Gegevensbank II"). Een dergelijke benadering is bovendien veel **meer in overeenstemming met het beginsel van gegevensbescherming door ontwerp**⁴.

(ii) Wat betreft de leesbaarheid en structuur van het ontwerp

19. In de eerste plaats merkt de Autoriteit op dat het ontwerp veel gedetailleerder is dan de andere normatieve ontwerpen waarover zij reeds een standpunt heeft ingenomen. De Autoriteit merkt namelijk op dat in het ontwerp wordt getracht om met grote nauwkeurigheid duidelijkheid te verschaffen over de nagestreefde doeleinden, over de gegevens die zullen worden verzameld en gebruikt, en over de gegevensstromen die zullen worden opgezet.
20. Bepaalde elementen moeten echter nog worden verduidelijkt om ervoor te zorgen dat het samenwerkingsakkoord een voldoende voorspelbaar kader biedt voor de gegevensverwerkingen die erin worden vastgesteld. Dit is met name het geval bij **de "fysieke bezoeken"** die kunnen plaatsvinden in het kader van het "manuele" contactonderzoek van (vermoedelijk) besmette personen en hun contacten.
21. Het ontwerp stelt voor om de bevoegde "contactcentra" toe te laten om "fysieke bezoeken" af te leggen bij personen van categorie II die op COVID-19 zijn getest en besmet zijn bevonden, aan

⁴ Dit beginsel wordt opgelegd door artikel 25, lid 1, van de AVG, dat bepaalt dat "de verwerkingsverantwoordelijke, zowel bij de bepaling van de verwerkingsmiddelen als bij de verwerking zelf, passende technische en organisatorische maatregelen [treft], zoals pseudonimisering, die zijn opgesteld met als doel de gegevensbeschermingsbeginselen, zoals minimale gegevensverwerking, op een doeltreffende manier uit te voeren en de nodige waarborgen in de verwerking in te bouwen ter naleving van de voorschriften van deze verordening en ter bescherming van de rechten van de betrokkene".

personen van categorie III [d.w.z. personen die vermoedelijk besmet zijn] en aan personen van categorie IV [d.w.z. personen die contact hebben gehad met (vermoedelijk) besmette personen].

22. Op dit moment biedt het ontwerp geen specifieke omkadering voor deze "fysieke bezoeken", die niettemin een aanzienlijke inmenging vormen in het recht op eerbiediging van het privéleven van de betrokkenen. **Om te voldoen aan de vereiste van voorspelbaarheid die wordt gesteld voor elke regelgeving die een inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven mogelijk maakt, moet het ontwerp de voorwaarden en omstandigheden bepalen waarbij een fysiek bezoek kan plaatsvinden.** Het ontwerp moet met name het volgende bepalen:

- de plaatsen waar deze bezoeken kunnen plaatsvinden (thuis, op het werk, ...)
- de tijdstippen waarop ze kunnen plaatsvinden
- de omstandigheden waarin zij kunnen plaatsvinden, met inbegrip van de vraag of de contactcentra eerst moeten proberen met de betrokkenen contact op te nemen met minder ingrijpende middelen
- het bindende karakter van dergelijke bezoeken. Met andere woorden, zijn de personen verplicht om de deur te openen voor personen die bij hen thuis langskomen (en zo ja, zijn er sancties voorzien?) of hebben ze de keuze om te weigeren de deur te openen als ze geen informatie willen geven aan de contactcentra?
- het verloop van deze bezoeken en de gegevens, met inbegrip van de persoonsgegevens, die tijdens deze bezoeken worden verzameld (soort gegevens, betrokkenen, enz.).

23. Indien het antwoord op deze vragen in andere wetgeving, met name regionale of communautaire wetgeving, te vinden is, moet expliciet en nauwkeurig worden verwezen naar de bepalingen betreffende dergelijke "fysieke bezoeken". Hoewel in het positief recht geen bepaling bestaat die dergelijke "fysieke bezoeken" omkadert, dient te worden voorzien in een dergelijke omkadering om de betrokkenen in staat te stellen de voorwaarden en omstandigheden waarbij dergelijke bezoeken kunnen plaatsvinden te kennen.

24. De Autoriteit is van mening dat **dergelijke fysieke bezoeken alleen kunnen gebeuren om de bezochte persoon dezelfde informatie te verstrekken als die welke wordt verstrekt aan de personen met wie telefonisch contact wordt opgenomen en dat dergelijke bezoeken geen aanleiding kunnen geven tot het controleren van de naleving van eerder verstrekte aanbevelingen.**

- (iii) **Wat betreft de specifieke waarborgen die moeten worden geboden bij de verwerking van gegevens met betrekking tot de gezondheid, en in het bijzonder wat betreft de verplichting tot beroepsgeheim**

25. De in het ontwerp beoogde gegevensverwerking heeft gedeeltelijk betrekking op **gezondheidsgegevens**, waarvan de verwerking in principe verboden is (artikel 9.1. van de AVG). Dit verbod is echter niet van toepassing wanneer - zoals in dit geval - "*de verwerking noodzakelijk [is] om redenen van algemeen belang op het gebied van de volksgezondheid, zoals bescherming tegen ernstige grensoverschrijdende gevaren voor de gezondheid of het waarborgen van hoge normen inzake kwaliteit en veiligheid van de gezondheidszorg en van geneesmiddelen of medische hulpmiddelen, op grond van Unierecht of lidstatelijk recht waarin passende en specifieke maatregelen zijn opgenomen ter bescherming van de rechten en vrijheden van de betrokkene, met name van het beroepsgeheim*" (artikel 9.2.i) van de AVG)⁵.
26. **Met betrekking tot deze geheimhoudingsplicht** wijst de Autoriteit erop dat artikel 9.3^o) van de WVP bepaalt dat de verwerkingsverantwoordelijke voor de gezondheidsgegevens ervoor moet zorgen dat door hem aangewezen personen die toegang hebben tot de persoonsgegevens over gezondheid "*door een wettelijke of statutaire verplichting, of door een gelijkwaardige contractuele bepaling, ertoe gehouden zijn het vertrouwelijke karakter van de betrokken gegevens in acht te nemen*". Tenzij de Autoriteit zich vergist, schept het ontwerp echter geen specifieke geheimhoudingsplicht voor de personen (met inbegrip van degenen die in de contactcentra werken) die toegang zullen hebben tot gezondheidsgegevens. Zoals reeds vermeld in haar advies nr. 36/2020⁶ is de Autoriteit van mening dat, om de vertrouwelijkheid van de identiteit en de gezondheidstoestand van de identificeerbare personen wier persoonsgegevens in de verschillende door het ontwerp ingevoerde gegevensbanken zullen worden opgenomen, **het passend is om in het ontwerp van samenwerkingsakkoord een specifieke bepaling op te nemen die de personen die toegang hebben tot deze gegevens aan het beroepsgeheim onderwerpt**.

b) Doeleinden

27. Overeenkomstig de artikelen 5.1.b) en 6.3 van de AVG moet(en) het doeleinde of de doeleinden van de gegevensverwerking "*welbepaald, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigd*" zijn.
28. In artikel 3 van het ontwerp worden de verschillende verwerkingsdoeleinden gedefinieerd. Samengevat voorziet het ontwerp in **drie hoofdcategorieën van doeleinden** voor het opzetten van de gegevensbanken en de gegevensverwerking:
- Het **eerste doeleinde** is **het manueel opsporen van (vermoedelijk) besmette personen en hun contacten mogelijk maken**. Daartoe ontvangen de contactcentra uit Gegevensbank I de nodige informatie om contact op te nemen met (1) de (vermoedelijk) besmette personen om

⁵ Onderstreping door de Autoriteit.

⁶ GBA, advies nr. 36/2020 van 29 april 2020, § 47.

hen eventuele aanbevelingen te doen, maar vooral om de nodige informatie te verkrijgen om hen in staat te stellen contact op te nemen met (i) de referentieartsen (of administratieve verantwoordelijken) van de collectiviteiten waarvan deze personen eventueel deel van kunnen uitmaken [personen van categorie VI], (ii) hun behandelende artsen [personen van categorie V], en (iii) personen met wie zij gedurende een periode van 14 dagen voor en na de eerste tekenen van besmetting met het coronavirus in contact zijn geweest [personen van categorie IV]. De contactcentra nemen vervolgens contact op met deze verschillende categorieën van personen om hen te informeren dat zij in contact zijn geweest met een (vermoedelijk) besmette persoon en om hen maatregelen aan te bevelen om de verspreiding van het coronavirus te voorkomen. Uit de tekst van het ontwerp blijkt dat de aanbevelingen van de contactcentra niet bindend zijn voor de betrokkenen (hierna "**doeleinde contactonderzoek**" genoemd).

- Het **tweede doeleinde** is **de bevoegde mobiele teams en gezondheidsinspectiediensten van de Gemeenschappen in staat stellen initiatieven te nemen om de uitbreiding van schadelijke effecten die veroorzaakt zijn door infectieziekten tegen te gaan overeenkomstig de reglementaire opdrachten** die hen werden toegewezen door het decreet van het Vlaams Parlement van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid, het decreet van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap van 1 juni 2004 betreffende de gezondheidspromotie en inzake medische preventie en zijn uitvoeringsbesluiten, de ordonnantie van het Verenigd College van de gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid, het decreet van het Waalse parlement van 2 mei 2019 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wat betreft de preventie en de bevordering van de gezondheid, het Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 23 april 2009 betreffende de profylaxe tegen overdraagbare ziekten, en het besluit van de Vlaamse regering van 19 juni 2009 betreffende initiatieven om uitbreiding van schadelijke effecten die veroorzaakt zijn door biotische factoren tegen te gaan (hierna "**doeleinde tegengaan van uitbreiding van schadelijke effecten veroorzaakt door infectieziekten**" genoemd).
- Het **derde doeleinde** is het **uitvoeren van wetenschappelijke of statistische studies** inzake de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus en/of het ondersteunen van het beleid inzake volksgezondheid op het gebied van de bestrijding van het coronavirus (hierna "**doeleinde onderzoek**" genoemd).

29. Eerst en vooral is de Autoriteit van mening dat deze doeleinden **allemaal gewettigd zijn, op één uitzondering na**. De wettigheid van het doeleinde om contact op te nemen met de behandelende artsen van (vermoedelijk) besmette personen om hen te informeren over de (vermoedelijke) besmetting van personen van categorie II [personen die zich hebben laten testen op COVID-19] en

categorie III [vermoedelijk besmette personen] zonder hun voorafgaande toestemming⁷ is voor de Autoriteit niet vanzelfsprekend. De Autoriteit vraagt zich namelijk af of het wel gerechtvaardigd is dat de artsen die deze personen behandelen op de hoogte worden gebracht van hun medische toestand, ook als die personen deze informatie niet willen delen met hun behandelende arts. Als de bedoeling is om deze artsen te waarschuwen om hen te beschermen tegen het risico van besmetting tijdens een volgend bezoek, moet dit worden verduidelijkt.

30. Vervolgens, wat betreft de **huidige formulering van de doeleinden**:

- Ten eerste moet, zoals de Autoriteit hierboven al heeft aangegeven, **worden verduidelijkt onder welke voorwaarden en omstandigheden "een fysiek bezoek" kan plaatsvinden** in het kader van het manuele contactonderzoek van (vermoedelijk) besmette personen en hun contacten.
- Ten tweede herinnert de Autoriteit eraan dat de doeleinden zo moeten worden gedefinieerd dat iedereen precies weet waarom persoonsgegevens kunnen worden verwerkt. **De doeleinden moeten daarom op strikt beperkende manier worden uitgedrukt.** Echter, artikel 3, § 1, 2. A van het ontwerp bepaalt: "*de terbeschikkingstelling door de Gegevensbank I, aan het bevoegde contactcentrum van de in artikel 7, § 3, bepaalde categorieën van persoonsgegevens, middels uitwisseling aan de Gegevensbank III, voor het contacteren van de Personen Categorie IV, via elk mogelijke manier van communicatie, waaronder telefonisch, per e-mail of via fysiek bezoek, om hen onder andere hygiëne- en preventierichtlijnen te verstrekken, quarantaine voor te stellen of uit te nodigen om te worden getest op het coronavirus COVID-19, alsmede de verdere opvolging hiervan*"⁸. Het ontwerp moet **uitvoerig** de redenen bepalen waarom contactcentra persoonsgegevens die in Gegevensbank III zijn opgenomen (die zelf zijn afgeleid van Gegevensbank I), mogen verwerken. **Derhalve moeten de woorden "onder andere" in artikel 3 § 1, 2.A van het ontwerp worden geschrapt** en in het ontwerp alle redenen worden opgenomen waarom de contactcentra de in de ontwerp bepaling bedoelde persoonsgegevens kunnen gebruiken en waarom zij contact kunnen opnemen met de betrokkenen. **Hetzelfde geldt voor de woorden "onder andere" in artikel 3 § 2, 2.A, van het ontwerp.**
- Ten derde wordt in artikel 3 van het ontwerp vermeld dat personen van categorie IV [personen die in contact zijn geweest met (vermoedelijk) besmette personen] die gecontacteerd zijn door de contactcentra, in aanmerking komen voor "opvolging" (zie artikel 3 § 1, 2.A en artikel 3 § 2, 2.A). **Er moet worden verduidelijkt wat wordt bedoeld met "opvolging"** (Wat is de aard en het doel van een dergelijke opvolging? Is dit een controle a posteriori op de naleving van de gegeven

⁷ Zie artikel 3§2, 2° B. van het ontwerp.

⁸ Onderstreping door de Autoriteit.

"aanbevelingen"? Is deze verplicht? Gaat het bij deze controle om bindende maatregelen?). Het verduidelijken van dit punt lijkt des te belangrijker omdat de aanvrager de Autoriteit naar aanleiding van een verzoek om aanvullende informatie heeft laten weten dat er geen bindende maatregelen ten aanzien van de betrokkenen kunnen worden genomen op basis van de in het samenwerkingsakkoord vastgestelde regels (met dien verstande echter dat dergelijke maatregelen door andere regelgevende bepalingen kunnen worden opgelegd).

31. **De Autoriteit verzoekt de opstellers om het ontwerp aan te passen en bepaalde aspecten te verduidelijken, zodat de doeleinden voldoende "welbepaald, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigd" kunnen worden geacht.**

c) (Mede)verwerkingsverantwoordelijken

32. Artikel 1, § 4 en 5 van het ontwerp bepaalt de verwerkingsverantwoordelijken van de Gegevensbanken I, II, III en IV. Sciensano wordt aangeduid als verwerkingsverantwoordelijke van de Gegevensbanken I en II, terwijl de *"bevoegde regionale overheden, elk voor zijn bevoegdheid"* worden aangewezen als verwerkingsverantwoordelijken van de Gegevensbanken III en IV. De Autoriteit neemt hier akte van.
33. De Autoriteit merkt op dat artikel 1 § 5 van het ontwerp bepaalt dat de bevoegde regionale overheden *"passende maatregelen [nemen] opdat de personen bepaald in artikel 4 [d.w.z. alle betrokkenen bij de verzameling van de gegevens] de in de artikelen 13 en 14 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming bedoelde informatie en de in artikelen 15 tot en met 22 en artikel 34 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming bedoelde communicatie in verband met de verwerking voor de verwerkingsdoeleinden bepaald in artikel 3, § 2 in een beknopte, transparante, begrijpelijke en gemakkelijk toegankelijke vorm en in duidelijke en eenvoudige taal ontvangen"*. De Autoriteit merkt op dat deze bepaling, die artikel 12 § 1 van de AVG⁹ overneemt, **geen enkele juridische meerwaarde toevoegt**. Bovendien is deze, zoals ze nu wordt geformuleerd, **in strijd met het verbod op transcriptie van de AVG¹⁰ en moet zij daarom worden geschrapt**.

⁹Ter herinnering, artikel 12 van de AVG bepaalt: *"De verwerkingsverantwoordelijke neemt passende maatregelen opdat de betrokkene de in de artikelen 13 en 14 bedoelde informatie en de in de artikelen 15 tot en met 22 en artikel 34 bedoelde communicatie in verband met de verwerking in een beknopte, transparante, begrijpelijke en gemakkelijk toegankelijke vorm en in duidelijke en eenvoudige taal ontvangt, in het bijzonder wanneer de informatie specifiek voor een kind bestemd is. De informatie wordt schriftelijk of met andere middelen, met inbegrip van, indien dit passend is, elektronische middelen, verstrekt. Indien de betrokkene daarom verzoekt, kan de informatie mondeling worden meegedeeld, op voorwaarde dat de identiteit van de betrokkene met andere middelen bewezen is"* (onderstreping door de Autoriteit).

¹⁰ Ter herinnering, en zoals het Hof van Justitie van de Europese Unie consequent in zijn rechtspraak heeft geoordeeld, houdt de rechtstreekse toepasselijkheid van Europese verordeningen een verbod in op een transcriptie ervan in nationaal recht, omdat een dergelijke procedure "een dubbelzinnigheid kan inhouden met betrekking tot zowel de juridische aard van de toepasselijke bepalingen als het tijdstip van de inwerkingtreding ervan" (HJEU, 7 februari 1973, Commissie vs. Italië (C-39/72), Jurisprudentie 1973, blz. 101, § 17). Zie ook en met name HJEU, 10 oktober 1973, Fratelli Variola S.p.A. vs. Amministrazione italiana delle Finanze (C-34/73), Jurisprudentie 1973, blz. 981, § 11; HJEU, 31 januari 1978, Ratelli Zerbone Snc vs. Amministrazione delle finanze dello Stato, Jurisprudentie (C-94/77), 1978, blz. 99, §§ 24-26.

d) Bronnen en categorieën van verzamelde gegevens: beginsel van minimale gegevensverwerking en juistheid van de gegevens

34. De artikelen 6 tot en met 9 van het ontwerp bepalen de categorieën van gegevens die moeten worden verzameld en opgenomen in de verschillende gegevensbanken. Artikel 6 definieert de gegevens die moeten worden opgenomen in Gegevensbank I, die de "bron" is van de gegevens die moeten worden doorgegeven voor opname in de Gegevensbanken II [gegevensbank gebruikt voor onderzoek] en III [gegevensbanken met belorders en orders voor de medewerkers van de contactcentra].
35. Artikel 6 van het ontwerp voorziet in het verzamelen en vastleggen van een groot aantal persoonsgegevens, waaronder gevoelige gezondheidsgegevens, gegevens betreffende (i) personen voor wie een arts een test voor COVID-19 heeft voorgeschreven [personen van categorie I], (ii) personen die zijn getest op het coronavirus [personen van categorie II], (iii) personen die zijn getest en besmet bleken te zijn met het coronavirus [personen van categorie II die zijn getest en besmet zijn bevonden], (iv) personen op wie een ernstig vermoeden rust van besmetting met het coronavirus [personen van categorie III], (v) personen die in contact zijn geweest met personen die (vermoedelijk) besmet zijn met het coronavirus [personen van categorie IV], (vi) personen die behoren tot een cluster (d.w.z. een concentratie van mensen die besmet zijn of mogelijk besmet zijn met het coronavirus in collectiviteiten). Deze gegevens worden opgeslagen in Gegevensbank I zonder dat ze worden gepseudonimiseerd (of geanonimiseerd).
36. Artikel 7 van het ontwerp bepaalt welke gegevens in Gegevensbank III moeten worden opgenomen. Deze gegevens zijn minder talrijk dan die welke in Gegevensbank I zijn opgenomen en omvatten alleen (i) personen die zijn getest en besmet bleken te zijn met het coronavirus [personen van categorie II die besmet zijn bevonden], (ii) personen waarop een ernstig vermoeden rust van besmetting met het coronavirus [personen van categorie III], en (iii) personen die in contact zijn geweest met personen die (vermoedelijk) besmet zijn met het coronavirus [personen van categorie IV].
37. In artikel 8 van het ontwerp wordt bepaald welke gegevens moeten worden opgenomen in Gegevensbank IV, d.w.z. de gegevensbank met gegevens over collectiviteiten. Deze gegevensbank bevat weinig persoonlijke gegevens. De enige persoonlijke gegevens die in deze gegevensbank zijn opgenomen, zijn de contactgegevens van de referentiearts en/of de persoon die verantwoordelijk is voor de collectiviteit, met inbegrip van naam, voornaam en telefoonnummer.
38. Artikel 9 bepaalt welke gegevens worden opgenomen in Gegevensbank II die wordt gebruikt voor onderzoek. Deze bepaling voorziet dat alle gegevens die van Gegevensbank I naar Gegevensbank II

worden doorgegeven, gepseudonimiseerd zijn. De gegevens die zijn opgeslagen in deze Gegevensbank II zijn talrijk en hebben betrekking op personen van de categorieën I, II, III en IV.

39. De Autoriteit heeft verschillende opmerkingen, waarvan sommige fundamenteel, over de gegevens die in deze verschillende gegevensbanken worden verzameld en opgeslagen:

- (i) Het ontwerp moet een onderscheid maken tussen de verzamelde gegevens en de gegevensbanken waarin ze worden opgeslagen, in functie van de doeleinden waarvoor de gegevens worden verzameld
- (ii) De Autoriteit plaatst vraagtekens bij de noodzaak en de evenredigheid van het verzamelen van gegevens over personen die vermoedelijk besmet zijn (personen van categorie III)
- (iii) De Autoriteit plaatst vraagtekens bij de noodzaak en de evenredigheid van het verzamelen van een grote hoeveelheid gegevens over de "contacten" van (vermoedelijk) besmette personen (personen van categorie IV)
- (iv) De Autoriteit plaatst vraagtekens bij de keuze voor pseudonimisering (en niet voor anonimisering) van gegevens die voor onderzoeksdoeleinden worden verwerkt
- (v) De Autoriteit benadrukt dat bepaalde begrippen moeten worden verduidelijkt om ervoor te zorgen dat het ontwerp voldoende voorspelbaar is wat betreft de gegevens die worden verzameld
- (vi) Tot slot heeft de Autoriteit nog een laatste opmerking bij de bepalingen van het ontwerp inzake de specificatie van de verzamelde gegevens.

(i) Wat betreft de noodzaak om een onderscheid te maken tussen de verzamelde gegevens - en de gegevensbanken waarin ze zijn opgeslagen -, in functie van het doeleinde waarvoor ze zijn verzameld

40. Zoals de Autoriteit hierboven in haar advies al heeft aangegeven, acht zij het, ter naleving van het beginsel van minimale gegevensverwerking en het beginsel van gegevensbescherming door ontwerp, absoluut noodzakelijk dat **in het ontwerp een onderscheid wordt gemaakt tussen de gegevens die worden verzameld en opgeslagen in de verschillende gegevensbanken, in functie van het doeleinde waarvoor zij worden verzameld en opgeslagen**. Momenteel voorziet het ontwerp in de verzameling van talrijke gegevens, waaronder gevoelige gegevens (betreffende gezondheid), over een groot aantal personen in één gegevensbank (Gegevensbank I)¹¹, die dient als "bron" voor de andere gegevensbanken die door het ontwerp worden opgezet, elk met een afzonderlijk doeleinde.

¹¹ Artikel 6 § 2 en artikel 6 § 3 van het ontwerp worden de persoonsgegevens vermeld betreffende personen van categorie I (persoon aan wie een test is voorgeschreven) en categorie II (persoon die een test heeft laten uitvoeren) die moeten worden verzameld en ingevoerd in Gegevensbank I (centrale gegevensbank die door Sciensano wordt beheerd). Er moet een groot aantal gegevens worden verzameld en sommige daarvan zijn "gevoelig" (gezondheidsgegevens). Er is sprake - voor personen van categorie I - van het invoeren in Gegevensbank I van het INSZ-nummer, de naam en voornaam, het geslacht, de geboortedatum en, in voorkomend geval, de overlijdensdatum, het adres, de contactgegevens, de datum van aanvang van de symptomen, het RIZIV-nummer van de voorschrijver van de test, de gegevens met betrekking tot de voorgeschreven test, de aanduiding van het al dan niet uitoefenen van het beroep van zorgverlener, de ziekenhuisafdeling, het identificatienummer en

41. Er moet voor worden gezorgd **dat de gegevens die worden verzameld en opgenomen in de opgezette gegevensbanken strikt toereikend en ter zake dienend zijn en beperkt worden tot wat noodzakelijk is voor het doeleinde waarvoor elke gegevensbank wordt gecreëerd**¹². Indien bepaalde gegevens alleen voor onderzoeksdoeleinden nodig zijn - zoals op basis van het ontwerp en de door de aanvrager verstrekte uitleg het geval lijkt te zijn¹³ - **zal het ontwerp moeten bepalen dat deze gegevens gepseudonimiseerd moeten worden voordat ze in de betrokken gegevensbank kunnen worden opgenomen, in plaats van hetgeen het ontwerp op dit moment voorziet, namelijk het opzetten van een gegevensbank die een zeer grote hoeveelheid gegevens verzamelt**, waaronder gevoelige gegevens, zonder dat deze gepseudonimiseerd zijn, en waaruit andere gegevensbanken worden "gevoed".

(ii) Wat betreft de toereikendheid, het ter zake dienen en de evenredigheid van de verzameling van gegevens over personen die vermoedelijk besmet zijn

42. Het ontwerp voorziet in het verzamelen en vastleggen in Gegevensbank I van persoonsgegevens van personen die vermoedelijk besmet zijn (personen van categorie III). Hoewel het, gezien het tekort aan tests om besmetting met het coronavirus te bevestigen, aanvankelijk gerechtvaardigd leek te steunen

locatiegegevens van het ziekenhuis, indien de betrokkene is gehospitaliseerd, eventueel het resultaat van de CT-scan, indien de betrokkene is gehospitaliseerd, de eventuele collectiviteit waarvan de betrokkene deel uitmaakt of waarmee hij in contact is gekomen. Voor personen van categorie II voorziet het ontwerp in het invoeren van de volgende gegevens: naast de gegevens die voorzien zijn voor personen van categorie I, de datum, het resultaat, het staalnummer en het type van de test op het coronavirus COVID-19, het RIZIV-nummer van het labo dat de test heeft uitgevoerd, in geval van een testresultaat op grond waarvan geen besmetting kon worden vastgesteld, de mogelijke beslissing tot overruling hiervan door een arts, in geval van een testresultaat op grond waarvan geen besmetting kon worden vastgesteld, het RIZIV-nummer van de arts die de beslissing tot overruling heeft genomen. In artikel 6 § 4 van het ontwerp worden de persoonsgegevens vermeld die moeten worden verzameld en ingevoerd in Gegevensbank I voor personen van categorie III (vermoedelijk besmette personen). Het gaat om de volgende gegevens: het INSZ-nummer, de naam en voornaam, het geslacht, de geboortedatum en, in voorkomend geval, de overlijdensdatum, het adres, de contactgegevens van de betrokkene, met inbegrip van het telefoonnummer en e-mailadres van de betrokkene en van de in geval van nood te contacteren persoon, en de aanduiding van de relatie van deze personen tot de betrokkene (ouders, voogd, huisarts,...), de vermoedelijke diagnose van besmetting met het coronavirus COVID-19, het RIZIV-nummer van de arts die het ernstig vermoeden formuleert, de aanduiding van het al dan niet uitoefenen van het beroep van zorgverlener, de eventuele collectiviteit waarvan de betrokkene deel uitmaakt of waarmee hij in contact is gekomen, de datum van aanvang van de symptomen, de gegevens noodzakelijk voor het contactcentrum om nuttig contact te leggen met de betrokkene, met inbegrip van postcode en taal. Artikel 6 § 5 van het ontwerp vermeldt de gegevens die moeten worden opgenomen in Gegevensbank I van personen van categorie IV [personen met wie de (vermoedelijk) besmette personen gedurende een periode van 14 dagen voor en na de eerste tekenen van besmetting met het coronavirus contact hebben gehad], van personen van categorie II voor zover uit een test is gebleken dat zij besmet zijn met COVID-19 en van personen van categorie III [vermoedelijk besmette personen].

¹² In dit verband vraagt de Autoriteit zich **bijvoorbeeld** af hoe het verzamelen en vastleggen van het "RIZIV-nummer van de voorschrijver van de test op het coronavirus COVID-19" of van het "RIZIV-nummer van de arts die het ernstig vermoeden formuleert" toereikend is, ter zake dienend en beperkt tot wat noodzakelijk is voor het doeleinde (welk?) waarvoor deze gegevens worden verwerkt.

¹³ Zie bijvoorbeeld het geval van het verzamelen en vastleggen van gegevens in Gegevensbank I over personen aan wie een test is voorgeschreven en waarvan de arts geen vermoeden heeft dat zij besmet zijn met COVID-19 en personen bij wie de test uitwees dat er geen besmetting was met COVID-19 (zie artikel 6 § 1, lid 2, van het ontwerp). De Autoriteit ziet noch de noodzaak noch de evenredigheid in van het verzamelen van dergelijke niet-gepseudonimiseerde gegevens met het doeleindecontactonderzoek" of "tegengaan van uitbreiding van schadelijke effecten veroorzaakt door infectieziekten". Op basis van de door de aanvrager verstrekte aanvullende informatie blijkt dat de gegevens over personen van categorie I en II (met inbegrip van degenen waarbij de test uitwist dat er geen besmetting is met COVID-19) noodzakelijk, of in ieder geval nuttig, zijn voor het "doeleinde wetenschappelijk onderzoek". Bijgevolg moet het ontwerp bepalen dat deze gegevens - vanaf het begin - gepseudonimiseerd worden. Het lijkt immers niet gerechtvaardigd om de gegevens die onder deze bepalingen vallen te verzamelen zonder te voorzien in de pseudonisering ervan zodra ze in de gegevensbank worden opgenomen, aangezien het beoogde doeleinde (wetenschappelijk onderzoek) op deze manier lijkt te kunnen worden bereikt.

op een ernstig vermoeden om het bestaan van een COVID-19-besmetting vast te stellen, vraagt de Autoriteit zich af of dit vandaag de dag nog steeds het geval is, aangezien de *testcapaciteit* sinds het begin van de epidemie¹⁴ sterk is toegenomen en vandaag de dag alle personen bij wie een besmetting met COVID-19 wordt vermoed, zouden moeten kunnen worden getest. De Autoriteit vraagt zich dan ook af waarom het ontwerp voorziet in het verzamelen en vastleggen van een grote hoeveelheid gegevens over vermoedelijk besmette personen in Gegevensbank I (en III).

43. Bovendien kan, zoals de Autoriteit reeds heeft benadrukt in haar adviezen nr. 36/2020¹⁵ en nr. 42/2020¹⁶, het gegeven "*vermoedelijke diagnose van besmetting met het coronavirus COVID-19*" moeilijk worden beschouwd als een juist gegeven in de zin van artikel 5.1.d) van de AVG.

(iii) Wat betreft de noodzaak en de evenredigheid van het verzamelen van een grote hoeveelheid gegevens over de "contacten" van (vermoedelijk) besmette personen (personen van categorie IV)

44. In artikel 6 § 5 van het ontwerp wordt het grote aantal gegevens met betrekking tot personen van categorie IV opgesomd die in Gegevensbank I moeten worden opgenomen. Deze omvatten met name het rijksregisternummer; de naam en voornaam; het geslacht; de geboortedatum en, in voorkomend geval de overlijdensdatum; het adres; de contactgegevens, met inbegrip van het telefoonnummer en het e-mailadres; de gegevens die voor het contactcentrum en de mobiele teams noodzakelijk zijn om verder nuttig contact te leggen met de betrokkene en de lijst met personen met wie de betrokkene recent contact heeft gehad, met inbegrip van postcode en taal; de lijst met collectiviteiten waarvan de betrokkene deel uitmaakt of waarmee hij in contact is gekomen; de relevante criteria voor inschatting voor hoog of laag besmettingsrisico en het geven van advies, met inbegrip van eventuele symptomen; het tijdstip van aanvang van de symptomen; het type van voorgeschreven test, het doktersbezoek, de registratie van eventuele weigering tot doktersbezoek; de gemaakte verplaatsingen van de betrokkene; de symptomen; de opvolging van isolatie- preventie- en hygiënemaatregelen, ...
45. In de eerste plaats merkt de Autoriteit op dat het ontwerp het niet mogelijk maakt om **het doeleinde te bepalen dat wordt nagestreefd met het verzamelen en vastleggen van sommige van deze gegevens betreffende de contacten** van (vermoedelijk) besmette personen. Uit artikel 3 van het ontwerp blijkt namelijk dat deze personen "enkel" worden gecontacteerd om hen ervan op de hoogte te brengen dat zij in contact zijn geweest met een (vermoedelijk) met COVID-19 besmette persoon en om hen aanbevelingen te doen om de besmettingsketen van het virus te doorbreken. Sommige van de verzamelde gegevens, zoals de geboortedatum, zijn echter niet toereikend, ter zake dienend en beperkt tot wat noodzakelijk is om contact op te nemen met personen die in contact zijn

¹⁴ De pers bericht dat België met zijn testcapaciteit per miljoen inwoners in de top 10 van de wereld staat.

¹⁵ GBA, advies nr. 36/2020, § 25.

¹⁶ GBA, advies nr. 42/2020, p. 11.

geweest met (vermoedelijk) besmette personen. **De Autoriteit betwist niet dat er een ander gerechtvaardigd doeleinde kan zijn voor het verzamelen en vastleggen van dergelijke gegevens, maar dit moet dan wel expliciet worden vermeld in de tekst van het ontwerp.** Bovendien ziet de Autoriteit niet in wat wordt bedoeld met "*de gegevens noodzakelijk voor het contactcentrum en de mobiele teams om verder nuttig contact te leggen met de betrokkene*".

46. Ten tweede merkt de Autoriteit op dat het ontwerp onder meer voorziet in het verzamelen en vastleggen in Gegevensbanken I en III van "[...] *de lijst met personen waarmee [een persoon die met een (vermoedelijk) besmette persoon in contact is geweest] recent contact heeft gehad, met inbegrip van postcode en taal [...]*". De Autoriteit concludeert dat **het systeem van "tracing" het opsporen impliceert van "contacten van contacten"**, d.w.z. contacten van personen die in contact zijn gekomen met een (vermoedelijk) besmette persoon zonder dat is vastgesteld (of er zelfs een ernstig vermoeden heerst) dat deze personen die in contact zijn gekomen met een (vermoedelijk) besmette persoon zelf met COVID-19 besmet zijn. Dit doeleinde van de opsporing van contacten van contacten komt echter helemaal niet uitdrukkelijk naar voren bij het lezen van het ontwerp. In artikel 3, waarin de verschillende nagestreefde doeleinden worden uiteengezet, wordt dit doeleinde van "contact opnemen met de contacten van de contacten" namelijk niet vermeld. **Als de opstellers van het ontwerp wel degelijk een dergelijk doeleinde willen nastreven, dan moeten zij dit niet alleen expliciet bepalen, maar ook de noodzaak en evenredigheid rechtvaardigen van de zeer uitgebreide verzameling van gegevens die dit met zich meebrengt.**
47. Tot slot nog deze gerichte opmerking: de Autoriteit verzoekt de opsteller te verduidelijken waarom het ontwerp voorziet in de registratie, in Gegevensbanken I en III, van een "*weigering tot doktersbezoek*" en op welke wijze dit gegeven toereikend is, ter zake dienend en beperkt tot wat noodzakelijk is met betrekking tot het nagestreefde doeleinde (welk doeleinde?).

(iv) Wat betreft de keuze voor pseudonimisering in plaats van anonimisering van gegevens die voor onderzoeksdoeleinden worden verwerkt

48. Het ontwerp bepaalt dat de gegevens die worden opgenomen in Gegevensbank II (die voor onderzoeksdoeleinden wordt gebruikt) gepseudonimiseerd moeten worden.
49. Eerst en vooral **begrijpt de Autoriteit dat de opstellers van het ontwerp van mening waren dat het nagestreefde doeleinde niet kon worden bereikt door de gegevens te anonimiseren in plaats van ze te pseudonimiseren** (zie artikel 89.1 van de AVG, dat bepaalt: "*Wanneer die doeleinden [onderzoeksdoeleinden] kunnen worden verwezenlijkt door verdere verwerking die de identificatie van betrokkenen niet of niet langer toelaat, moeten zij aldus worden verwezenlijkt.*").

50. Bovendien merkt de Autoriteit op dat de volgende gegevens zullen worden opgeslagen in Gegevensbank II:

- *"het RIZIV-nummer van de voorschrijver van de test op het coronavirus COVID-19"* (artikel 9 § 1, 5°);
- *"ingeval van overruling van een negatief testresultaat, het RIZIV-nummer van de arts die de beslissing tot overruling heeft genomen"* (artikel 9, § 1, 9°);

51. Zij begrijpt dan ook dat deze gegevens ook gepseudonimiseerd zullen worden.

52. Voorts merkt de Autoriteit op dat het ontwerp ook voorziet in de opname in Gegevensbank II van *"de strikt noodzakelijke gegevens met betrekking tot de contactopname, met inbegrip van datum van ticket en algemeen resultaat van de contactopname in de vorm van een code"* (artikel 9, § 2, 8°). Naar aanleiding van een verzoek om aanvullende informatie gaf de aanvrager aan dat dit laatste gegeven noodzakelijk was *"Om achteraf de effectiviteit en efficiëntie van de manuele contactopsporing te kunnen evalueren"*. De Autoriteit benadrukt echter dat dit laatste gegeven, zoals het nu wordt geformuleerd, geen betrekking heeft op het feit dat er contact is opgenomen en of dit doeltreffend is geweest, maar op de gegevens die het mogelijk maken contact op te nemen (d.w.z. de contactgegevens van de personen die in contact zijn geweest met een (vermoedelijk) besmette persoon). Dergelijke gegevens zijn per definitie niet gepseudonimiseerd/geanonimiseerd.

53. De Autoriteit dringt erop aan dat er optimale veiligheidsmaatregelen worden genomen en dat deze in detail worden beschreven in het kader van de uit te voeren effectbeoordeling, en herinnert aan de sancties die zijn voorzien in geval van inbreuk op de AVG, ook in geval van heridentificatie.

(v) Wat betreft de noodzaak tot verduidelijking van bepaalde begrippen die worden gebruikt om de verzamelde gegevens aan te duiden

54. **Bepaalde begrippen die worden gebruikt om de te verzamelen gegevens aan te duiden, zijn onduidelijk**, waardoor de leesbaarheid en de voorspelbaarheid van de tekst, zoals vereist door de AVG voor elke regelgeving die de verwerking van persoonsgegevens regelt, worden ondermijnd.

55. In de eerste plaats bepaalt artikel 8 § 1 van het ontwerp dat Gegevensbank IV [die de gegevens over collectiviteiten bevat] het *"identificatienummer uit authentieke bron en intern identificatienummer"* moet bevatten. Wat is het *"identificatienummer uit authentieke bron"* waarnaar hier wordt verwezen? Om welke authentieke bron gaat het hier? Ook hier moet het ontwerp worden verduidelijkt en nauwkeuriger zijn op dit punt.

56. Ten tweede voorziet het ontwerp in het verzamelen en vastleggen van de contactgegevens van de "*in geval van nood te contacteren personen*" (zie artikel 6, § 4, 6° van het ontwerp en artikel 7, § 2, 5° van het ontwerp). Naar aanleiding van een verzoek om aanvullende informatie heeft de aanvrager aangegeven dat deze informatie wordt verstrekt "*Indien de persoon zelf niet kan worden bereikt, is het nuttig de contacten te kunnen opsporen via deze persoon*". In de eerste plaats lijkt deze doelstelling onvoldoende tot uiting te komen in het begrip "in geval van nood te contacteren personen". Traditioneel verwijst dit begrip eerder naar de persoon die in geval van een ongeval moet worden gecontacteerd - wat echter niet het doel is bij het verzamelen van deze informatie. Vervolgens vraagt de Autoriteit zich af of deze "in geval van nood te contacteren persoon" - in de plaats van de betrokkene - de personen kan identificeren met wie de betrokkene in de 14 dagen voor en na de aanvang van de symptomen in contact is geweest (vooral gezien de tekst bijvoorbeeld de behandelende arts identificeert). Het verzamelen van deze informatie lijkt dus niet noodzakelijk voor de beoogde doeleinden. Hetzelfde geldt voor de registratie van dit gegeven ("contactgegevens van in geval van nood te contacteren personen") in Gegevensbank III (artikel 7, § 2, 5° van het ontwerp).

(vi) Een laatste opmerking

57. Ten slotte merkt de Autoriteit op dat artikel 5 van het ontwerp¹⁷ - dat "enkel" herinnert aan het feit dat de gegevensverwerking in het kader van het ontwerp in overeenstemming moet zijn met de AVG - **geen enkele juridische meerwaarde** biedt. De naleving van de AVG wordt immers niet opgelegd aan de verwerkingsverantwoordelijken door artikel 5 van het ontwerp, maar op grond van de AVG zelf, aangezien de gegevensverwerkingen waarop het ontwerp betrekking heeft, binnen het toepassingsgebied van de AVG vallen. **Artikel 5 van het ontwerp is dus in strijd met het verbod op transcriptie van het AVG¹⁸ en moet daarom worden geschrapt.**

e) Mededeling van gegevens en de rol van het Informatieveiligheidscomité

58. Artikel 10 § 3 van het ontwerp bepaalt: "*[...] De persoonsgegevens zoals meegedeeld en opgeslagen in de Gegevensbank II, kunnen enkel worden doorgegeven aan derde partijen voor de doeleinden zoals bepaald in artikel 3, § 1, 4°, na de beraadslaging, zoals bedoeld in artikel 11, door de kamer*

¹⁷ Deze bepaling geeft aan: "*De persoonsgegevens die verzameld en verwerkt worden in het kader van dit samenwerkingsakkoord, worden verwerkt conform de regelgeving over de bescherming bij de verwerking van persoonsgegevens, in het bijzonder de Algemene Verordening Gegevensbescherming en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens*".

¹⁸ Ter herinnering, en zoals het Hof van Justitie van de Europese Unie consequent in zijn rechtspraak heeft geoordeeld, houdt de rechtstreekse toepasselijkheid van Europese verordeningen een verbod in op een transcriptie ervan in nationaal recht, omdat een dergelijke procedure "een dubbelzinnigheid kan inhouden met betrekking tot zowel de juridische aard van de toepasselijke bepalingen als het tijdstip van de inwerkingtreding ervan" (HJEU, 7 februari 1973, Commissie vs. Italië (C-39/72), Jurisprudentie 1973, blz. 101, § 17). Zie ook en met name HJEU, 10 oktober 1973, Fratelli Variola S.p.A. vs. Amministrazione italiana delle Finanze (C-34/73), Jurisprudentie 1973, blz. 981, § 11; HJEU, 31 januari 1978, Ratelli Zerbone Snc vs. Amministrazione delle finanze dello Stato, Jurisprudentie (C-94/77), 1978, blz. 99, §§ 24-26.

*sociale zekerheid en gezondheid van het Informatieveiligheidscomité*¹⁹.¹⁹ De Autoriteit herinnert eraan dat, overeenkomstig de beginselen van transparantie en wettigheid, **de regelgeving omtrent de mededeling van gegevens - in ieder geval wanneer deze mededeling een wezenlijke inmenging vormt in de rechten en vrijheden van de betrokkenen - moet bepalen wie de ontvangers zijn of, in ieder geval, aan welke categorieën van ontvangers die gegevens mogen worden meegedeeld**. De opstellers van het ontwerp moeten daarom ten minste de categorieën van derden aan wie dergelijke gegevens kunnen worden meegedeeld, aangeven.

59. Artikel 11 § 1 van het ontwerp bepaalt: "Voor zover niet opgenomen in dit besluit, gebeurt zowel de mededeling van persoonsgegevens aan Sciensano voor verwerking in de Gegevensbank I, als de verdere mededeling van die persoonsgegevens door Sciensano aan derden, steeds na beraadslaging door de kamer sociale zekerheid en gezondheid van het Informatieveiligheidscomité bedoeld in de wet van 5 september 2018 tot oprichting van het Informatieveiligheidscomité en tot wijziging van diverse wetten betreffende de uitvoering van de Algemene Verordening Gegevensbescherming"²⁰.
60. De Autoriteit merkt op, zoals zij reeds heeft gedaan in haar adviezen nr. 36/2020 en 42/2020, dat **noch artikel 8 van de EVRM, noch artikel 22 van de Grondwet, noch de AVG, met name artikel 6.3, een dergelijke "vrijbrief" toestaan**. Zoals de Autoriteit hierboven reeds heeft benadrukt, moet elke verwerking (en dus ook elke mededeling) van persoonsgegevens die een verhoogd risico kan inhouden voor de rechten en vrijheden van de betrokkenen, zoals hier het geval is, specifiek worden geregeld door een wet- of regelgevingstekst (besluit), en dus niet door een beraadslaging van het Informatieveiligheidscomité. De Autoriteit herinnert eraan dat deze regelgeving nauwkeurig moet zijn en ten minste de essentiële elementen van de verwerking²¹ moet omschrijven, met inbegrip van de **welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden; de (categorieën van) persoonsgegevens** die toereikend zijn, ter zake dienend en beperkt tot wat noodzakelijk is voor de beoogde doeleinden; de maximale **bewaartermijn** van de geregistreerde persoonsgegevens; het **aanwijzen van de verwerkingsverantwoordelijke**; de **ontvangers of categorieën van ontvangers** aan wie de gegevens worden verstrekt en de **omstandigheden waarin en de redenen waarom zij worden verstrekt**.
61. **Het samenwerkingsakkoord moet dus zelf bepalen aan welke "derde partijen" Sciensano de betreffende gegevens mag meedelen en om welke redenen Sciensano de gegevens aan hen zal meedelen**. Zeker gezien de hoeveelheid en de gevoeligheid van de gegevens in kwestie (gezondheidsgegevens, gegevens met betrekking tot vermoedelijke besmetting na contact) en de

¹⁹ Onderstreping door de Autoriteit.

²⁰ Onderstreping door de Autoriteit.

²¹ Zie DEGRAVE, E., "L'e-gouvernement et la protection de la vie privée – Légacité, transparence et contrôle", Collection du CRIDS, Larcier, Brussel, 2014, p. 161 e.v. (Zie o.a.: EVRM, arrest Rotaru c. Roumanie, 4 mei 2000). Zie ook bepaalde arresten van het Grondwettelijk Hof: arrest nr. 44/2015 van 23 april 2015 (p. 63), arrest nr. 108/2017 van 5 oktober 2017 (p. 17) en arrest nr. 29/2018 van 15 maart 2018 (p. 26).

mogelijkheid voor potentiële ontvangers om deze verschillende soorten gegevens met elkaar te vergelijken.

62. Voorts merkt de Autoriteit op dat artikel 12 § 3 van het ontwerp bepaalt: "*Een mededeling van persoonsgegevens uit andere authentieke bronnen aan de Gegevensbank I vereist een beraadslaging van de kamer sociale zekerheid en gezondheid van het Informatieveiligheidscomité, voor zover de mededeling van deze bijkomende persoonsgegevens nodig is voor de verwerkingsdoeleinden bepaald in artikel 3*"²². De Autoriteit herinnert eraan dat **het ontwerp de bevoegdheid om nieuwe categorieën van gegevens te bepalen of toe te voegen aan de categorieën die in het ontwerp zijn voorzien voor de communicatie en registratie in Gegevensbank I, niet kan delegeren aan het Informatieveiligheidscomité**. Zoals de Autoriteit reeds heeft verklaard in haar adviezen nr. 36/2020 en 42/2020, kan het samenwerkingsakkoord de definitie van de essentiële elementen van de in het samenwerkingsakkoord beoogde mededeling van gegevens (met inbegrip van de definitie van categorieën van gegevens/gegevensbronnen) niet uitstellen door het Informatiebeveiligingscomité op te dragen hiervoor te zorgen.

63. De kamer sociale zekerheid en gezondheid van het Informatieveiligheidscomité zal, daarentegen, naar alle waarschijnlijkheid bij wijze van beraadslaging moeten beslissen over de modaliteiten van de mededeling van gegevens in overeenstemming met het wetsontwerp (te kiezen communicatiekanalen, maatregelen voor de beveiliging van gegevens, ...).

f) Bewaartermijnen

64. **Artikel 15 van het ontwerp** bepaalt de bewaartermijnen van de gegevens in de verschillende gegevensbanken die in het kader van het ontwerp worden gecreëerd. De Autoriteit herinnert eraan dat volgens artikel 5.1.e) van de AVG persoonsgegevens moeten "*worden bewaard in een vorm die het mogelijk maakt de betrokkenen niet langer te identificeren dan voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt noodzakelijk is*". De Autoriteit neemt nota van de verschillende bewaartermijnen die door de opstellers van het ontwerp zijn vastgesteld.

65. Bovendien bepaalt artikel 15 § 2 van het ontwerp: "*De gepseudonimiseerde persoonsgegevens zoals bepaald in artikel 10, § 3, die worden doorgegeven voor het verwerkingsdoeleinde zoals bepaald in artikel 3, § 1, 4°, worden gewist conform hetgeen bepaald in de wet van 10 april 2014 houdende diverse bepalingen inzake gezondheid en de in uitvoering daarvan afgesloten samenwerkingsovereenkomst tussen RIZIV en Sciensano*". **Om te voldoen aan de vereiste van voorspelbaarheid moeten de bepalingen betreffende de bewaartermijn van**

²² Onderstreept door de Autoriteit.

gepseudonimiseerde gegevens die in Gegevensbank II worden opgeslagen, nauwkeuriger worden vastgesteld.

g) Veiligheidsmaatregelen

66. In artikel 13 § 1 van het ontwerp²³ wordt "eenvoudigweg" herinnerd aan de verplichting die artikel 32 van de AVG aan elke verwerkingsverantwoordelijke oplegt om "*passende technische en organisatorische maatregelen [te treffen] om een op het risico afgestemd beveiligingsniveau te waarborgen*". **Artikel 13 § 1 van het ontwerp biedt derhalve geen enkele juridische meerwaarde** ten opzichte van artikel 32 van de AVG. Bovendien is deze bepaling, zoals zij wordt geformuleerd, **in strijd met het verbod op transcriptie van de AVG²⁴ en moet zij daarom worden geschrapt.**
67. Ook artikel 13 § 2 van het ontwerp²⁵ herinnert alleen maar aan de verplichtingen die artikel 25 van de AVG²⁶ aan elke verwerkingsverantwoordelijke oplegt. **Het biedt geen juridische meerwaarde.** Bovendien is deze bepaling, zoals zij wordt geformuleerd, **in strijd met het verbod op transcriptie van de AVG²⁷ en moet zij daarom worden geschrapt.**
68. Voor de goede orde benadrukt de Autoriteit dat het schrappen van deze bepalingen uit het ontwerp uiteraard niet betekent dat de verwerkingsverantwoordelijken niet onderworpen zijn aan deze

²³ Deze bepaling geeft aan dat "*Sciensano, wat betreft de Gegevensbanken I en II, en de bevoegde regionale overheden of de door de bevoegde overheden aangeduide agentschappen, wat betreft de Gegevensbanken III en IV, nemen passende technische en organisatorische maatregelen overeenkomstig artikel 32 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming om een op het risico afgestemd beveiligingsniveau te waarborgen*".

²⁴ Ter herinnering, en zoals het Hof van Justitie van de Europese Unie consequent in zijn rechtspraak heeft geoordeeld, houdt de rechtstreekse toepasselijkheid van Europese verordeningen een verbod in op een transcriptie ervan in nationaal recht, omdat een dergelijke procedure "een dubbelzinnigheid kan inhouden met betrekking tot zowel de juridische aard van de toepasselijke bepalingen als het tijdstip van de inwerkingtreding ervan" (HJEU, 7 februari 1973, Commissie vs. Italië (C-39/72), Jurisprudentie 1973, blz. 101, § 17). Zie ook en met name HJEU, 10 oktober 1973, Fratelli Variola S.p.A. vs. Amministrazione italiana delle Finanze (C-34/73), Jurisprudentie 1973, blz. 981, § 11; HJEU, 31 januari 1978, Ratelli Zerbone Snc vs. Amministrazione delle finanze dello Stato, Jurisprudentie (C-94/77), 1978, blz. 99, §§ 24-26.

²⁵ Deze bepaling geeft aan dat "*Sciensano, wat betreft de Gegevensbanken I en II, en de bevoegde regionale overheden of de door de bevoegde overheden aangeduide agentschappen, wat betreft de Gegevensbanken III en IV, zullen voldoen aan de principes van gegevensbescherming door ontwerp en door standaardinstellingen zoals bepaald in artikel 25 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming*".

²⁶ Ter herinnering: artikel 25 legt elke verwerkingsverantwoordelijke de verplichting op om "[...] zowel bij de bepaling van de verwerkingsmiddelen als bij de verwerking zelf, passende technische en organisatorische maatregelen [te treffen], zoals pseudonimisering, die zijn opgesteld met als doel de gegevensbeschermingsbeginselen, zoals minimale gegevensverwerking, op een doeltreffende manier uit te voeren en de nodige waarborgen in de verwerking in te bouwen ter naleving van de voorschriften van deze verordening en ter bescherming van de rechten van de betrokkenen" (gegevensbescherming door ontwerp) en om "*passende technische en organisatorische maatregelen [te treffen] om ervoor te zorgen dat in beginsel alleen persoonsgegevens worden verwerkt die noodzakelijk zijn voor elk specifiek doel van de verwerking. [...]*" (gegevensbescherming door ontwerp).

²⁷ Ter herinnering, en zoals het Hof van Justitie van de Europese Unie consequent in zijn rechtspraak heeft geoordeeld, houdt de rechtstreekse toepasselijkheid van Europese verordeningen een verbod in op een transcriptie ervan in nationaal recht, omdat een dergelijke procedure "een dubbelzinnigheid kan inhouden met betrekking tot zowel de juridische aard van de toepasselijke bepalingen als het tijdstip van de inwerkingtreding ervan" (HJEU, 7 februari 1973, Commissie vs. Italië (C-39/72), Jurisprudentie 1973, blz. 101, § 17). Zie ook en met name HJEU, 10 oktober 1973, Fratelli Variola S.p.A. vs. Amministrazione italiana delle Finanze (C-34/73), Jurisprudentie 1973, blz. 981, § 11; HJEU, 31 januari 1978, Ratelli Zerbone Snc vs. Amministrazione delle finanze dello Stato, Jurisprudentie (C-94/77), 1978, blz. 99, §§ 24-26.

beveiligingsverplichtingen, die aan elke verwerkingsverantwoordelijke in het kader van de AVG zelf worden opgelegd.

h) Transparantie en rechten van betrokkenen

69. Artikel 16 § 1 van het ontwerp²⁸ is een reproductie van artikel 12 § 1 van de AVG²⁹. **Het biedt derhalve geen enkele juridische meerwaarde ten opzichte van artikel 12 van de AVG..** Bovendien is deze bepaling, zoals zij wordt geformuleerd, **in strijd met het verbod op transcriptie van de AVG³⁰ en moet zij daarom worden geschrapt.**

70. Artikel 16 § 4 van het ontwerp³¹ vormt tevens een reproductie van een bepaling van de AVG, in dit geval artikel 26 § 1 en 2 van de AVG. **Deze bepaling van het ontwerp heeft dus geen juridische meerwaarde.** Bovendien is deze bepaling, zoals zij wordt geformuleerd, **in strijd met het verbod op transcriptie van de AVG³² en moet zij daarom worden geschrapt.**

B. WAT BETREFT HET REGELGEVEND KADER VOOR DIGITALE CONTACTOPSPORING

71. Artikel 14 van het ontwerp, het enige artikel van Hoofdstuk VIII van het ontwerp, getiteld "Digitale contactopsporingsapplicaties", is bedoeld om een kader te bieden voor de creatie en het gebruik van

²⁸ Deze bepaling geeft aan: "*Sciensano, als verwerkingsverantwoordelijke van de Gegevensbanken I en II, neemt passende maatregelen opdat de betrokkenen de in de artikelen 13 en 14 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming bedoelde informatie en de in artikelen 15 tot en met 22 en artikel 34 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming bedoelde communicatie in verband met de verwerking voor de doeleinden bepaald in artikel 3 in een beknopte, transparante, begrijpelijke en gemakkelijk toegankelijke vorm en in duidelijke en eenvoudige taal ontvangt*".

²⁹ Er zij aan herinnerd dat artikel 12 § 1 van de AVG bepaalt: "*De verwerkingsverantwoordelijke neemt passende maatregelen opdat de betrokkene de in de artikelen 13 en 14 bedoelde informatie en de in de artikelen 15 tot en met 22 en artikel 34 bedoelde communicatie in verband met de verwerking in een beknopte, transparante, begrijpelijke en gemakkelijk toegankelijke vorm en in duidelijke en eenvoudige taal ontvangt, in het bijzonder wanneer de informatie specifiek voor een kind bestemd is. De informatie wordt schriftelijk of met andere middelen, met inbegrip van, indien dit passend is, elektronische middelen, verstrekt. Indien de betrokkene daarom verzoekt, kan de informatie mondeling worden meegedeeld, op voorwaarde dat de identiteit van de betrokkene met andere middelen bewezen is*" Onderstreping door de Autoriteit.

³⁰ Ter herinnering, en zoals het Hof van Justitie van de Europese Unie consequent in zijn rechtspraak heeft geoordeeld, houdt de rechtstreekse toepasselijkheid van Europese verordeningen een verbod in op een transcriptie ervan in nationaal recht, omdat een dergelijke procedure "een dubbelzinnigheid kan inhouden met betrekking tot zowel de juridische aard van de toepasselijke bepalingen als het tijdstip van de inwerkingtreding ervan" (HJEU, 7 februari 1973, Commissie vs. Italië (C-39/72), Jurisprudentie 1973, blz. 101, § 17). Zie ook en met name HJEU, 10 oktober 1973, Fratelli Variola S.p.A. vs. Amministrazione italiana delle Finanze (C-34/73), Jurisprudentie 1973, blz. 981, § 11; HJEU, 31 januari 1978, Ratelli Zerbone Snc vs. Amministrazione delle finanze dello Stato, Jurisprudentie (C-94/77), 1978, blz. 99, §§ 24-26.

³¹ Deze bepaling voorziet: "*Sciensano, de bevoegde regionale overheden en door de bevoegde regionale overheden aangeduide agentschappen, ieder binnen diens bevoegdheidssfeer bepalen op transparante wijze hun respectieve verantwoordelijkheden, met name wat betreft de uitoefening van de rechten van de betrokkene en het verstrekken van informatie. Hiertoef wordt een regeling afgesloten die de modaliteiten van een verwerkerovereenkomst en een overeenkomst voor het delen van persoonsgegevens bevat, waarin de respectieve rollen en relaties van de gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken ten opzichte van de betrokkenen bepaald worden*".

³² Ter herinnering, en zoals het Hof van Justitie van de Europese Unie consequent in zijn rechtspraak heeft geoordeeld, houdt de rechtstreekse toepasselijkheid van Europese verordeningen een verbod in op een transcriptie ervan in nationaal recht, omdat een dergelijke procedure "een dubbelzinnigheid kan inhouden met betrekking tot zowel de juridische aard van de toepasselijke bepalingen als het tijdstip van de inwerkingtreding ervan" (HJEU, 7 februari 1973, Commissie vs. Italië (C-39/72), Jurisprudentie 1973, blz. 101, § 17). Zie ook en met name HJEU, 10 oktober 1973, Fratelli Variola S.p.A. vs. Amministrazione italiana delle Finanze (C-34/73), Jurisprudentie 1973, blz. 981, § 11; HJEU, 31 januari 1978, Ratelli Zerbone Snc vs. Amministrazione delle finanze dello Stato, Jurisprudentie (C-94/77), 1978, blz. 99, §§ 24-26.

een (of meerdere?) digitale contactopsporingsapplicatie(s) ter voorkoming van de verdere verspreiding van het coronavirus COVID-19 onder de bevolking door "*de gebruikers te informeren dat zij een risicovol contact hebben gehad met een andere besmette gebruiker, zonder dat de besmette gebruiker door de digitale contactopsporingsapplicatie wordt geïdentificeerd, en met als verder doel dat de verwittigde gebruiker dan zelf vrijwillig de nodige stappen zou ondernemen, op basis van de aanbevelingen van Sciensano en de bevoegde overheden, om verdere verspreiding van het coronavirus COVID-19 te voorkomen*" (artikel 14 § 1 van het ontwerp).

72. Deze bepaling van het ontwerp - die uit 9 alinea's bestaat - **legt de belangrijke beginselen vast die in acht moeten worden genomen door alle digitale contactopsporingsapplicaties die in België kunnen worden aangeboden en gebruikt.** Er wordt echter bepaald dat **deze belangrijke beginselen moeten worden geoperationaliseerd in een uitvoerend samenwerkingsakkoord**, dat ten minste de in artikel 14 § 9 van het ontwerp opgesomde elementen moet omvatten.
73. **Hieruit volgt dat de Autoriteit zich in het kader van dit advies alleen uitspreekt over de conformiteit van de basisbeginselen voor de ontwikkeling en de werking van digitale opsporingsapplicaties, met inachtneming van de fundamentele beginselen inzake gegevensbescherming.**
74. De Autoriteit onderstreept nu reeds dat het uitvoerend samenwerkingsakkoord, waarin onder meer de technische specificaties moeten worden vastgesteld waaraan de opsporingsapplicatie(s) moet(en) voldoen, voldoende nauwkeurig, duidelijk en voorspelbaar moet(en) zijn om de betrokkenen in staat te stellen **een duidelijk beeld te krijgen van de verwerkingen die op hun gegevens zullen worden uitgevoerd** (en van de wijze waarop deze zullen worden uitgevoerd). De Autoriteit zal de praktische werking van de digitale opsporingsapplicatie(s) onderzoeken zodra dit uitvoerend samenwerkingsakkoord in detail is uitgewerkt.
75. De Autoriteit herinnert eraan - zoals zij in haar adviezen nr. 34/2020 en 43/2020 heeft gedaan - dat het gebruik van een digitale opsporingsapplicatie een inmenging vormt in het recht op eerbiediging van het privéleven van de betrokkenen, die slechts toelaatbaar is **als het gaat om een noodzakelijke en evenredige maatregel met betrekking tot het gerechtvaardigde doel dat het nastreeft**, namelijk het doorbreken van de besmettingsketen van het coronavirus COVID-19.
76. Zoals de Autoriteit in haar advies nr. 43/2020 al had opgemerkt, hangt **de evenredigheid** van de door het gebruik van digitale opsporingsapplicaties veroorzaakte inmenging af van **de waarborgen die door het regelgevingskader voor digitale opsporing worden geboden**. In dit verband merkt de Autoriteit reeds nu op dat het ontwerp talrijke waarborgen biedt om ervoor te

zorgen dat de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven als gevolg van het gebruik van digitale opsporingsapplicaties evenredig is.

77. De **noodzaak** van een dergelijke inmenging hangt op zijn beurt niet af van de waarborgen die door het ontwerp worden geboden, maar van **externe factoren die rechtvaardigen** hoe het gebruik van digitale opsporingsapplicaties **het nagestreefde doeleinde daadwerkelijk helpt bereiken** en wel **op een manier die een minder ingrijpende inmenging** in het recht op eerbiediging van het privéleven betekent dan andere, even doeltreffende maatregelen. **De opstellers van het samenwerkingsakkoord moeten dus kunnen aantonen dat het gebruik van digitale opsporingsapplicaties noodzakelijk en ter zake dienend is voor het beheer van de exitstrategie voor de bevolking.** Deze keuze moet naar behoren worden gedocumenteerd voordat de applicaties ter beschikking van het publiek worden gesteld. Bovendien zal het nodig zijn om deze keuze met regelmatige tussenpozen opnieuw te evalueren om na te gaan of de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven noodzakelijk blijft in het licht van de context. **Deze beoordeling moet worden geïntegreerd in de voorafgaande gegevensbeschermingseffectbeoordeling** die overeenkomstig artikel 35 van de AVG moet worden uitgevoerd voordat de applicatie(s) en het bijbehorende hulpmiddel in omloop worden gebracht.
78. Bovendien herinnert de Autoriteit eraan, zoals zij reeds heeft gedaan in haar advies nr. 43/2020, dat de gegevensverwerkingen waarvan hier sprake, **betrekking hebben op bijzondere categorieën van gegevens** in de zin van artikel 9.1 van de AVG (d.w.z. gezondheidsgegevens), waarvan de verwerking in beginsel verboden is, tenzij, zoals in dit geval, de verwerking noodzakelijk is om redenen van algemeen belang op het gebied van de volksgezondheid. **Deze verwerking moet echter geregeld worden door een wettelijke (of regelgevende) norm die voorziet in passende en specifieke maatregelen om de rechten en vrijheden van de betrokkenen te waarborgen.**
79. Het ontwerp bepaalt de waarborgen die in acht moeten worden genomen bij het creëren, het ter beschikking stellen en het gebruiken van digitale contactopsporingsapplicaties. De Autoriteit merkt op dat deze waarborgen **een zeer goed uitgangspunt** vormen en dat zij **overigens ook veel van de aanbevelingen van de Autoriteit in haar adviezen nr. 34/2020 en 43/2020 en die van het Europees Comité voor gegevensbescherming in haar richtlijnen 04/2020 overnemen**³³, met name:
- het vrijwillige karakter van het gebruik van de applicatie en de maatregelen die moeten worden genomen om de verspreiding van COVID-19 te voorkomen;
 - het vrijwillige karakter van het melden van besmetting met COVID-19 in de applicatie;

³³ Guidelines 04/2020 on the use of location data and contact tracing tools in the context of the COVID-19 outbreak, 21 April 2020.

- de onmogelijkheid om de identiteit van een gebruiker te achterhalen en de verplichting dat het uitvoerend samenwerkingsakkoord specifieke waarborgen bevat om het risico van heridentificatie op basis van de authenticatie van de besmette gebruiker te beperken;
- de keuze van het DP3T-protocol;
- de mogelijkheid om de applicatie tijdelijk of permanent uit te schakelen met de waarborg dat het verwijderen van de applicatie net zo eenvoudig is als het installeren ervan;
- het ontbreken van de verwerking van geolocatiegegevens in de applicatie;
- de publicatie van de broncode en de interface van de applicatie;
- het verbod om de toegang tot een goed of dienst te koppelen aan het gebruik van de applicatie;
- het verbod om de in de digitale applicatie verwerkte gegevens te gebruiken voor andere doeleinden dan het informeren van de gebruikers dat zij een risicovol contact hebben gehad met een andere besmette gebruiker;
- de uitvoering en publicatie van de gegevensbeschermingseffectbeoordeling;
- de verplichting om in het uitvoerend samenwerkingsakkoord een nauwkeurige beschrijving van het opsporingssysteem op te nemen, met name om ervoor te zorgen dat de risico's die door het referentie DP3T-protocol worden beperkt, niet opnieuw worden ingevoerd door de contactopsporingsapplicatie en/of een systeem dat heridentificatie mogelijk maakt;
- de verplichting dat het uitvoerend samenwerkingsakkoord een duidelijke beschrijving bevat van de verwerkingen die voortvloeien uit het gebruik van de contactopsporingsapplicatie en een duidelijke omschrijving van de gebruikte begrippen zoals risicocontact, autorisatiecode, beveiligde sleutel en niet-gepersonaliseerd tijdelijk serienummer;
- de desactivering van de centrale loglijst zodra bij een uitvoerend samenwerkingsakkoord is vastgesteld dat deze loglijst niet langer nodig is voor het beheren van de exitstrategie;
- de mogelijkheid om te voorzien in interoperabiliteit met opsporingsapplicaties die zijn ontwikkeld door andere Europese lidstaten, landen die deel uitmaken van de Europese Economische Ruimte of landen die door de Europese Commissie zijn aangemerkt als landen met een passend beschermingsniveau inzake gegevensbescherming en die ook het DP3T-protocol gebruiken of identieke of gelijkwaardige waarborgen ten aanzien van gegevensbescherming bieden.

80. De Autoriteit merkt echter op dat sommige van haar aanbevelingen, die erop gericht zijn de evenredigheid van de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven te waarborgen, niet in het ontwerp zijn opgenomen. Zij verzoekt de opstellers van het ontwerp het volgende op te nemen in het ontwerp:

- Indien het ontwerp inderdaad - overeenkomstig een aanbeveling van de Autoriteit - voorziet in de publicatie van de gegevensbeschermingseffectbeoordeling, **moet ook het advies van de Autoriteit over die gegevensbeschermingseffectbeoordeling worden gepubliceerd**³⁴.
- Indien het ontwerp inderdaad – overeenkomstig een aanbeveling van de Autoriteit - voorziet in de publicatie van de volledige broncode van de digitale contactopsporingsapplicatie en de interface daarvan, moet **worden verduidelijkt dat deze publicatie voldoende lang vóór de datum van het ter beschikking stellen van de applicatie(s) dient plaats te vinden om de beoordeling ervan door specialisten mogelijk te maken**. De Autoriteit begrijpt dat de broncode voor het DP3T-protocol reeds is gepubliceerd, maar beveelt ook aan dat de broncode voor de Belgische applicatie(s) wordt gepubliceerd.
- Indien het ontwerp - overeenkomstig een aanbeveling van de Autoriteit – bepaalt: "*Het al dan niet installeren, het al dan niet gebruiken en het al dan niet de-installeren van de mobiele applicatie van de digitale contactopsporingsapplicatie kan geen aanleiding geven tot enige burgerrechtelijke of strafrechtelijke maatregel, tot enige discriminerende handeling of tot enig voordeel of nadeel*", beveelt de Autoriteit verder aan, zoals zij reeds heeft gedaan in haar adviezen nr. 34/2020 en 43/2020, **om burgerrechtelijke en/of administratieve en/of strafrechtelijke sancties op te leggen aan eenieder die de toegang tot een goed of dienst koppelt aan het gebruik van een opsporingsapplicatie**. Het bestaan van dergelijke sancties zal het vrijwillige karakter van het gebruik van digitale opsporingsapplicaties helpen waarborgen en zo het vertrouwen van het publiek vergroten.

81. De Autoriteit heeft nog **vier slotopmerkingen** met betrekking tot artikel 14 van het ontwerp.

82. Ten eerste **is het bij lezing van het ontwerp niet duidelijk of de ontwikkelde applicatie(s) noodzakelijkerwijs onder de verantwoordelijkheid van een overheidsinstantie moet(en) vallen of dat het ontwerp particuliere actoren toestaat gebruik te maken van het samenwerkingsakkoord om dergelijke applicaties te ontwikkelen**, op voorwaarde dat zij voldoen aan de daarin vastgestelde beginselen. Naar aanleiding van een verzoek om aanvullende informatie heeft de aanvrager aangegeven: "*De verwerking van persoonsgegevens door dergelijke apps [applicaties ontwikkeld in het kader van de private sector of onderzoeksinstellingen] kunnen geen rechtsgrond vinden in dit samenwerkingsakkoord en dienen dus gebaseerd te zijn op een andere rechtsgrond voorzien in de AVG*". Het lijkt er dus op dat de bedoeling van de opstellers van het samenwerkingsakkoord duidelijk is: het samenwerkingsakkoord kan slechts dienen als rechtsgrondslag

³⁴ De Autoriteit herinnert eraan dat, volgens artikel 36 van de AVG, de verwerkingsverantwoordelijke de toezichthoudende autoriteit moet raadplegen wanneer uit een gegevensbeschermingseffectbeoordeling blijkt dat de verwerking een hoog risico zou opleveren voor de rechten en vrijheden van de betrokkenen.

voor digitale opsporingsapplicaties die door de overheid worden ontwikkeld in het kader van haar bevoegdheid inzake preventieve gezondheidszorg. In die zin **zouden particuliere actoren (zoals bedrijven) zich niet kunnen beroepen op het samenwerkingsakkoord als grond voor gegevensverwerkingen in het kader van digitale applicaties die onder hun verantwoordelijkheid zijn ontwikkeld.** Als dit inderdaad de bedoeling is van de opstellers van het samenwerkingsakkoord, moet dit duidelijk in het ontwerp worden vermeld.

83. Ten tweede definieert het ontwerp de digitale contactopsporingsapplicatie als een "[...] *mobiele applicatie die door de gebruiker lokaal op diens toestel geïnstalleerd wordt en een centrale loglijst die toelaat om de werking van de digitale contactopsporingsapplicatie [...] op een gecontroleerde manier te laten verlopen [...]*" (artikel 14 § 2, 2° van het ontwerp). Het ontwerp specificeert ook dat deze loglijst, "*die toelaat om de werking van de digitale contactopsporingsapplicatie [...] op een gecontroleerde manier te laten verlopen*", de Gegevensbank V vormt die bij Sciensano gescheiden is van Gegevensbanken I en II (artikel 1, § 1, 9° van het ontwerp). Het ontwerp voegt hieraan toe: "*De digitale contactopsporingsapplicatie waarborgt dat enkel het feit van besmetting, alsook de datum waarop de gebruiker vermoedelijk besmettelijk is geworden, worden meegedeeld aan de verwerkingsverantwoordelijke van de centrale loglijst, en dit op een wijze dat de identiteit van de gebruiker niet achterhaald kan worden*" (artikel 14 § 3, 7° van het ontwerp). **De Autoriteit merkt op dat alleen deze informatie aan de centrale loglijst wordt meegedeeld en dat er geen identificatiegegevens van de gebruiker in Gegevensbank V worden geregistreerd. Mocht dit echter niet het geval zijn en ook andere gegevens aan de centrale loglijst moeten worden meegedeeld (en in Gegevensbank V worden opgeslagen), dan moet het ontwerp in dit verband worden herzien om voor de nodige transparantie te zorgen.**
84. Ten derde merkt de Autoriteit op dat het ontwerp Sciensano aanwijst als de verwerkingsverantwoordelijke van de centrale loglijst (artikel 14 § 3, 3° van het ontwerp). **De Autoriteit verzoekt de opsteller om ook de instantie(s) aan te wijzen die verantwoordelijk is (zijn) voor de andere gegevensverwerkingen die in het kader van de werking van de digitale applicatie zullen plaatsvinden, alsmede de instantie(s) die zal (zullen) kiezen voor de applicatie(s) met de wettelijk vereiste kenmerken.** Het ontwerp zal moeten worden voltooid om deze vragen te beantwoorden. Het Europees Comité voor gegevensbescherming heeft in zijn richtlijnen namelijk benadrukt dat de verwerkingsverantwoordelijke van elke digitale opsporingsapplicatie duidelijk moet worden geïdentificeerd.
85. Ten vierde wordt in het ontwerp bepaald: "*De centrale loglijst in Gegevensbank V wordt in elk geval gedeactiveerd zodra door een samenwerkingsakkoord zoals bedoeld in artikel 92bis § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, is vastgesteld dat deze niet meer nodig zijn voor het beheer van de beëindiging van de exitstrategie; de centrale loglijst wordt ten*

laatste automatisch gedeactiveerd na 1 jaar, tenzij door een uitvoerend samenwerkingsakkoord wordt beslist dat een verlenging van deze periode noodzakelijk is" (artikel 14 § 3, 10° van het ontwerp)³⁵. Om te voldoen aan de eis van voorspelbaarheid van de regelgeving, is het aangewezen om in de tekst van het ontwerp te verduidelijken wanneer die periode van één jaar ingaat³⁶.

OM DEZE REDENEN,

Is de Autoriteit van mening dat het ontwerp moet worden aangepast in overeenstemming met de in dit advies gemaakte opmerkingen, in de zin van:

- Met het oog op de inachtneming van de beginselen van minimale gegevensverwerking en gegevensbescherming door ontwerp, **bepalen dat de toegang tot gegevens strikt wordt beperkt, rekening houdend met de doeleinden die worden nagestreefd** (doeleinde contactonderzoek, doeleinde wetenschappelijk onderzoek, doeleinde tegengaan van uitbreiding van schadelijke effecten veroorzaakt door infectieziekten) **met het verzamelen en vastleggen van de gegevens**. Als bepaalde verzamelde en opgeslagen gegevens alleen nodig zijn voor wetenschappelijk onderzoek, moeten ze worden gepseudonimiseerd zodra ze in de daarvoor gecreëerde gegevensbank worden opgeslagen (zie punten 17; 40-41).
- Om aan de eis van voorspelbaarheid te voldoen, **bepalen onder welke voorwaarden en omstandigheden een "fysiek bezoek" kan plaatsvinden** in het kader van "contactonderzoek" (of uitdrukkelijk en nauwkeurig verwijzen naar de bepalingen die reeds van toepassing zijn op dergelijke "fysieke bezoeken") (zie punten 20-23).
- Om aan het evenredigheidsbeginsel te voldoen, **preciseren dat fysieke bezoeken alleen mogen worden afgelegd om de bezochte persoon dezelfde informatie te verstrekken als die welke is verstrekt aan de personen met wie telefonisch contact is opgenomen**, en dat dergelijke bezoeken geen aanleiding mogen geven tot het controleren van de naleving van eerder verstrekte aanbevelingen (zie punt 24).
- Een specifieke bepaling voorzien **die het beroepsgeheim oplegt** aan personen die in het kader van hun opdracht toegang hebben tot persoonsgegevens (zie punten 25-26).

³⁵ Onderstreping door de Autoriteit.

³⁶ Naar aanleiding van een verzoek om aanvullende informatie heeft de aanvrager aangegeven dat dit vanaf de datum van inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord is.

Advies 64/2020 - 30/35

- **De formulering van de doelstellingen herzien** om te voldoen aan de opmerkingen van de Autoriteit (zie punten 28-31).
- **De verschillende bepalingen van het ontwerp die geen juridische meerwaarde hebben** ten opzichte van de AVG en die, zoals ze zijn geformuleerd, in strijd zijn met het verbod op transcriptie, **schrappen** (zie punten 33; 57; 66-67; 69-70).
- **Bepaalde begrippen verduidelijken die worden gebruikt om de gegevens aan te duiden** die moeten worden verzameld (zie punten 54-56).
- **De categorieën van derden bepalen aan wie de in Gegevensbank II meegedeelde en opgeslagen gegevens mogen worden doorgegeven** (zie punten 58).
- **Uitvoerig bepalen welke gegevens die zijn opgeslagen in Gegevensbank I kunnen worden doorgegeven aan wie en waarom** (zie punten 60-61).
- **Uitvoerig alle categorieën van gegevens en de bronnen waaruit ze afkomstig zijn die in de Gegevensbank I moeten worden opgenomen, bepalen** (zie punt 62).
- Om aan de eis van voorspelbaarheid te voldoen, is het aangewezen op **meer nauwkeurige wijze de bepalingen vast te stellen betreffende de bewaartermijn van gepseudonimiseerde gegevens** die in Gegevensbank II zijn opgenomen (zie punt 65).
- **De publicatie opleggen van het advies van de Autoriteit over de gegevensbeschermingseffectbeoordeling** voordat de digitale opsporingsapplicatie(s) ter beschikking word(en) gesteld (zie punt 80).
- Verduidelijken dat **de publicatie van de broncode van de digitale opsporingsapplicatie(s) lang genoeg vóór de datum van het ter beschikking stellen** van de applicatie(s) moet plaatsvinden om de beoordeling ervan door specialisten mogelijk te maken (zie punt 80).
- **Voorzien in burgerrechtelijke en/of administratieve en/of strafrechtelijke sancties voor eenieder die de toegang tot een goed of dienst koppelt aan het gebruik van een opsporingsapplicatie** (zie punt 80).
- Specificeren dat **het samenwerkingsakkoord alleen kan worden gebruikt als rechtsgrondslag voor digitale opsporingsapplicaties die door de overheid worden**

ontwikkeld in het kader van haar bevoegdheid inzake preventieve gezondheidszorg (zie punt 82).

- **De instantie(s) aanwijzen die verwerkingsverantwoordelijke is (zijn)** voor de gegevensverwerking in het kader van de werking van de digitale applicatie (naast het opslaan van de gegevens in de centrale loglijst) **en aangeven welke instantie(s) verantwoordelijk is (zijn) voor de keuze van de applicatie(s)** met de wettelijk vereiste kenmerken (zie punt 84).
- Om aan de eis van voorspelbaarheid van de regelgeving te voldoen, in de ontwerptekst aangeven **wanneer de periode van één jaar, waarna de centrale loglijst automatisch wordt gedeactiveerd, begint te lopen** (zie punt 85).

De Autoriteit benadrukt dat de opstellers van het ontwerp het volgende moeten doen:

- **De noodzaak van manuele en digitale opsporing met regelmatige tussenpozen revalueren** om na te gaan of de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven binnen de context noodzakelijk blijft (zie punten 14 en 77).
- **Nagaan en kunnen aantonen dat het verzamelen en vastleggen van persoonsgegevens van vermoedelijk besmette personen wel degelijk noodzakelijk is** voor het nagestreefde doeleinde/de nagestreefde doeleinden (welke?) (zie punt 42).
- **Nagaan en kunnen aantonen dat het verzamelen en vastleggen van een grote hoeveelheid persoonlijke gegevens betreffende de contacten van (vermoedelijk) besmette personen** - en niet alleen contactgegevens om hen te kunnen informeren over het feit dat zij in contact zijn geweest met een (vermoedelijk) besmette persoon en hen aan te sporen de nodige maatregelen te nemen om de besmettingsketen te doorbreken - **wel degelijk noodzakelijk is om een gerechtvaardigd, welbepaald en uitdrukkelijk omschreven doeleinde te verwezenlijken** (welk doeleinde?) (zie punt 45).
- **Als de opstellers van het ontwerp daadwerkelijk een systeem voor de "opsporing van contacten van contacten" willen opzetten, zoals het geval lijkt te zijn, dit niet alleen uitdrukkelijk bepalen, maar ook de noodzaak en de evenredigheid van de zeer uitgebreide verzameling van gegevens die dit met zich meebrengt, rechtvaardigen** (zie punt 46).
- **Kunnen verantwoorden waarom het ontwerp voorziet in de registratie in Gegevensbanken I en III van de "weigering tot doktersbezoek"** (zie punt 47).

- **Kunnen aantonen dat zij hebben beoordeeld dat het doeleinde wetenschappelijk onderzoek niet kan worden bereikt door de gegevens te anonimiseren in plaats van ze te pseudonimiseren** (zie punt 53).
- **De noodzaak kunnen aantonen** - met feitelijke elementen - **van het opzetten van een digitaal opvolgingssysteem voor (vermoedelijk) besmette personen en hun contacten** bij het beheer van de exitstrategie voor de bevolking en de bestrijding van de COVID-19-epidemie (zie punt 77).
- **Indien de opstellers van het ontwerp van oordeel zijn dat de centrale loglijst meer gegevens bevat dan die bedoeld in artikel 14 § 3, 7° van het ontwerp, het ontwerp op dit punt herzien om de nodige transparantie te waarborgen** (zie punt 83).

(get.) Alexandra Jaspar
Directeur van het Kenniscentrum



BIJLAGE I*Executive summary***1. VOORGESCHIEDENIS**

Op 3 juli heeft minister De Backer het advies van de Autoriteit gevraagd over het ontwerp van samenwerkingsakkoord dat in de plaats moet komen van koninklijk besluit nr. 44, waarvan de inhoud zeer dicht bij die van het samenwerkingsakkoord aansluit. Dit koninklijk besluit zal uiterlijk op 15/10/2020 ophouden van kracht te zijn.

2. TOEPASSINGSGEBIED VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD

Het ontwerp heeft tot doel het nodige wettelijke kader te bieden voor het manueel en digitaal opsporen van de contacten van personen die besmet zijn met het SARS-CoV-2-virus met het oog op het beperken van de verdere verspreiding van het virus. Het beoogt het vroegtijdig manueel opsporen van personen die besmet zijn of op wie een ernstig vermoeden rust van besmetting met COVID-19, evenals de collectiviteiten waarvan zij deel uitmaken en de mensen met wie zij in contact zijn geweest. Het voorziet ook in het opzetten van de mogelijkheid tot digitale contactopsporing om tegemoet te komen aan de beperkingen inzake doeltreffendheid van het manuele contactonderzoek. Ten slotte beoogt het ontwerp ook om het verzamelen van gegevens mogelijk te maken om onderzoeksinstellingen, met inbegrip van Sciensano, in staat te stellen wetenschappelijke of statistische studies uit te voeren in verband met de verspreiding van het coronavirus COVID-19 en/of om het beleid in de strijd tegen het coronavirus te ondersteunen.

3. BELANGRIJKSTE PUNTEN VAN HET ADVIES

De experts zijn unaniem van mening dat de manuele en digitale opvolging van besmette patiënten en hun contacten noodzakelijk is om een opflakking van de epidemie te proberen voorkomen. De verwerking van bepaalde persoonsgegevens, waaronder gezondheidsgegevens, kan in dat verband dus ook noodzakelijk blijken.

De voor advies voorgelegde tekst geeft nauwkeurig de categorieën van burgers aan waarop het ontwerp betrekking heeft en de gegevensstromen die tussen de vijf opgezette gegevensbanken zijn georganiseerd, wat het mogelijk maakt om inzicht te krijgen in de werking van het opsporingssysteem. De opstellers hebben dus gestreefd naar een duidelijke beschrijving.

De Autoriteit dringt erop aan dat alle (categorieën van) persoonsgegevens die door de verschillende betrokken partijen worden verzameld en gebruikt, uitvoerig worden vermeld in het

samenwerkingsakkoord, om de nodige voorspelbaarheid en transparantie te waarborgen, en een eventuele beoordeling van de evenredigheid ervan mogelijk te maken.

a. Wat betreft de zogenaamde "manuele" opsporing

De Autoriteit vestigt de aandacht op de noodzaak om de voorwaarden en omstandigheden vast te stellen waarbij een "fysiek bezoek" aan burgers kan plaatsvinden (zonder welke het overigens niet mogelijk is om de naleving van het evenredigheidsbeginsel te beoordelen in het licht van het gerechtvaardigde doel dat daarbij wordt nagestreefd).

De Autoriteit merkt op dat het samenwerkingsakkoord voorziet in het verzamelen en vastleggen van een grote hoeveelheid gegevens over vermoedelijk besmette personen in Gegevensbank I (en III), hoewel de testcapaciteit sinds het begin van de epidemie sterk is toegenomen, zodat alle personen die vermoedelijk besmet zijn met COVID-19 zouden moeten kunnen worden getest.

Het samenwerkingsakkoord lijkt ook een systeem van "opsporing van contacten van contacten" op te zetten, d.w.z. het opsporen van contacten van personen die in contact zijn gekomen met een (vermoedelijk) besmette persoon, waarbij een grote hoeveelheid aanvullende gegevens wordt verzameld, zonder dat is vastgesteld (of zelfs ernstig wordt vermoed) dat deze personen zelf met COVID-19 zijn besmet, hoewel een opsporing van deze personen niet is opgenomen in de lijst van doeleinden van het ontwerp.

De Autoriteit herinnert eraan dat, op grond van het beginsel van transparantie en wettigheid, de mededeling van gegevens - in ieder geval wanneer deze een groot risico kan inhouden voor de rechten en vrijheden van de betrokkenen - moet worden geregeld door een wettelijke of bestuursrechtelijke bepaling waarin de essentiële elementen ervan worden vastgesteld, zonder dat het Informatieveiligheidscomité kan worden belast met de taak om deze vast te stellen.

b. Wat betreft de opsporing middels gebruik van (een) digitale applicatie(s)

Het samenwerkingsakkoord voorziet in talrijke algemene waarborgen om de evenredigheid te verzekeren van de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven als gevolg van het gebruik van digitale opsporingsapplicaties (in het ontwerp zijn veel van de aanbevelingen opgenomen die de Autoriteit in haar adviezen 34/2020 en 43/2020 heeft geformuleerd).

De Autoriteit merkt echter op dat sommige van haar aanbevelingen, die erop gericht zijn de evenredigheid van de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven te waarborgen, niet in het ontwerp zijn opgenomen. Zij nodigt de opstellers van het ontwerp uit om ze in het ontwerp op

te nemen. Dit betekent met name dat het advies van de Autoriteit over de gegevensbeschermingseffectbeoordeling moet worden gepubliceerd, dat de broncode moet worden gepubliceerd vóór de datum van het ter beschikking stellen van de applicatie(s) om de beoordeling ervan door specialisten mogelijk te maken, en dat moet worden voorzien in burgerrechtelijke en/of bestuursrechtelijke en/of strafrechtelijke sancties voor eenieder die toegang tot een goed of dienst koppelt aan het gebruik van een opsporingsapplicatie.

De Autoriteit zal de concrete werking van de opsporingsapplicatie(s) beoordelen wanneer deze beschreven wordt in een uitvoerend samenwerkingsakkoord.